

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1993.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 avril 1993.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,  
Ph. MOUREAUX

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1993.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 april 1993.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
Ph. MOUREAUX

**MINISTÈRE DE L'INTERIEUR  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

F. 93 — 1152

[C — 226]

**Arrêté royal modifiant certaines dispositions relatives au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie**

**RAPPORT AU ROI**

Sire,

Le présent projet, que j'ai l'honneur de soumettre à l'approbation de Votre Majesté, a pour but premier de mettre en vigueur l'article 1er de la loi du 24 juillet 1992 modifiant certaines dispositions relatives aux statuts du personnel du cadre actif de la gendarmerie.

Cet article a pour effet d'abroger le paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie aux termes duquel il est exigé de tous les candidats à une formation de sous-officier de gendarmerie qu'ils soient porteurs d'un diplôme ou certificat d'études moyennes du degré inférieur ou d'études équivalentes.

A la suite de cette abrogation, c'est à Votre Majesté qu'il appartient, conformément au paragraphe premier de l'article 11 précité de fixer l'ensemble des conditions d'admission des candidats sous-officiers, en ce compris les exigences en matière de diplôme. A cet égard l'intention du législateur qui a fait sien le vœu du gouvernement est dépourvue de toute équivoque : il s'agit d'élever le niveau d'études requis pour le porter à celui pris en considération pour le recrutement aux emplois de niveau 2 dans les administrations de l'Etat.

Cette exigence en matière de diplôme est exprimée à l'article premier, 7<sup>o</sup> en projet. A titre transitoire toutefois l'article 11, § 1er du projet dispose que les candidatures pour le cycle de formation de sous-officier subalterne des porteurs d'un diplôme ou certificat d'études au moins équivalent à ceux qui entrent en ligne de compte pour le recrutement des agents de niveau 3 dans les administrations de l'Etat seront prises en considération jusqu'au 1er janvier 1996. Ces candidats devront toutefois satisfaire à une épreuve complémentaire de sélection.

L'accès à ces formations de sous-officier à des candidats dont le niveau d'études requis à l'admission est plus élevé, impose également que la formule de sélection de ces candidats soit revue tant dans sa forme que dans son contenu. C'est la raison pour laquelle l'ensemble du Titre premier de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie a été remplacé par un corps de dispositions nouvelles (article 1er à 21quinquies en projet) qui traduisent ces modifications.

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN  
EN AMBTENARENZAKEN**

N. 93 — 1152

[C — 226]

**Koninklijk besluit tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht**

**VERSLAG AAN DE KONING**

Sire,

Bijgaand ontwerp dat ik de eer heb ter goedkeuring voor te leggen aan Uwe Majesteit, beoogt op de eerste plaats artikel 1 van de wet van 24 juli 1992 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de rechtstoelstanden van het personeel van het actief kader van de rijkswacht, in werking te doen treden.

Dit artikel heeft de opheffing tot gevolg van paragraaf 3 van artikel 11 van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht. Krachtens deze bepaling moeten alle kandidaten voor een opleiding van onderofficier bij de rijkswacht houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift van lager secundair onderwijs of van gelijkwaardige studien.

Ingevolge deze opheffing komt het Uwe Majesteit toe om, overeenkomstig paragraaf 1 van het voornoemde artikel 11, alle voorwaarden voor toelating voor de kandidaat-onderofficieren te bepalen, de diplomaver-eisten inbegrepen. Wat dat laatste betreft, is de bedoeling van de wetgever die de regering op dat punt heeft gevolgd, ondubbelzinnig : het komt er op aan het vereiste studieniveau op te trekken tot dat wat in aanmerking wordt genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 2 bij de Rijksbesturen.

Deze diplomaver-eiste wordt geconcretiseerd in het ontworpen artikel 1, 7<sup>o</sup>. Als overgangsmaatregel bepaalt artikel 11, § 1 van het ontwerp echter dat de candidaturen voor de opleidingscyclus van lager onderofficier van de houders van een diploma of studiegetuigschrift dat ten minste gelijkwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de werving van ambtenaren van niveau 3 bij de Rijksbesturen, tot 1 januari 1996 in aanmerking zullen worden genomen. Die kandidaten zullen wel moeten voldoen aan een bijkomende selectieproef.

De openstelling van de toegang tot de opleidingen voor onderofficier voor kandidaten van wie het studieniveau vereist bij de toelating hoger is, noodzaakt ook een herziening van de selectieformule van deze kandidaten, zowel naar vorm als naar inhoud. Dit verklaart waarom de gehele Titel I van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en de vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht wordt vervangen door een geheel van nieuwe bepalingen (de ontworpen artikelen 1 tot 21quinquies) die deze wijzigingen vertolken.

Il y a lieu tout particulièrement d'être attentif d'une part au fait que la décision sur l'admission ou non des candidats résultera d'une appréciation globale des résultats de l'ensemble de l'examen de sélection (articles 7 et 8 en projet), et d'autre part au caractère collégial de cette décision qui sera prise par une commission de sélection (article 10 en projet).

Pour le surplus, l'essentiel des dispositions qui étaient celles du Titre Ier remplacé ont été reprises dans le présent projet.

Par ailleurs, l'occasion de cette modification assez sensible des conditions et procédures de sélection des candidats sous-officiers a été mise à profit pour assouplir certaines conditions d'aptitude au service à la gendarmerie qui sont telles qu'elles ferment d'emblée la porte à des candidats ou à des candidates sans nulle doute très valables et qui peuvent être considérées, pour ce qui est de la taille, comme discriminatoires à l'égard des femmes.

C'est ainsi que l'article 9 du projet remplace l'article 7 de l'arrêté royal du 22 mars 1979 relatif aux critères médicaux d'aptitude et aux examens médicaux d'admission au corps opérationnel de la gendarmerie pour permettre à des candidats ou à des candidates présentant une anomalie mineure de la colonne vertébrale d'avoir accès à la gendarmerie tout en leur interdisant cependant d'exercer certains emplois spécialement éprouvants sur le plan physique et qui pourraient engendrer une aggravation de ladite anomalie.

Dans le même ordre d'idées, l'article 10, 2°, du projet modifie l'arrêté royal du 5 novembre 1971 fixant les critères d'aptitude médicale au service militaire des miliciens ainsi qu'au service des autres militaires et du personnel de la gendarmerie afin d'abaisser la taille requise pour accéder à la gendarmerie de 1,68 m à 1,63 m. Tout en s'appliquant aux candidats masculins comme féminins, cet assouplissement devrait sans nulle doute avoir pour effet de faciliter l'accès à la gendarmerie aux femmes pour qui une taille de 1,68 m est largement supérieure à la moyenne.

Enfin, il convient de s'arrêter aux considérations portées par l'avis du Conseil d'Etat à propos de l'article 9 du projet tel qu'il a été soumis à ce Haut Collège.

Avant toute chose, il y a lieu de remarquer que la plupart des recommandations du Conseil d'Etat ont été suivies dans la version définitive du projet.

L'article 9 précité, qui est devenu l'article 10 du projet, disposait d'une part que la séropositivité vis-à-vis du HIV (virus du SIDA) entraînait l'inaptitude pour la gendarmerie (article 9, 1°) et, d'autre part, qu'il en allait de même pour les candidats dont il était médicalement constaté qu'ils consommaient ou avaient consommé intentionnellement des substances stupéfiants (article 9, 3°).

En ce qui concerne la séropositivité, le Conseil d'Etat a considéré que cette seule circonstance ne pouvait être considérée en soi comme une cause d'inaptitude physique à l'exercice de l'emploi de gendarme. Ce Haut Collège a cependant posé, sans équivoque, qu'il en irait tout autrement du candidat qui a "atteint le stade du SIDA" en ajoutant que "dans ce cas, il paraît certain que le candidat pourrait être considéré comme inapte à servir dans le corps opérationnel". En conséquence, l'article 10, 1°, du présent projet ne range plus la simple séropositivité au nombre des causes d'inaptitude à la gendarmerie. Seules seront considérées comme inaptes les personnes atteintes du SIDA. C'est notamment en vue de procéder à cette vérification qu'une analyse sanguine est nécessaire, analyse dont le candidat a été averti au préalable (voir l'article 14 en projet). Si cette analyse sanguine devait révéler que le candidat est simplement séropositif vis-à-vis du HIV, cette seule constatation ne pourra constituer une cause d'exclusion du candidat. Ce n'est que s'il ne satisfait pas aux conditions portées par l'arrêté royal précité du 5 novembre 1971 ou au profil médical fixé par l'arrêté royal du 22 mars 1979 qu'il ne sera pas admissible à la gendarmerie.

Hierbij dient er in het bijzonder te worden op gewezen dat de beslissing over het al dan niet toelaten van de kandidaten het resultaat zal zijn van een globale beoordeling van alle resultaten van het selectieonderzoek (de ontworpen artikelen 7 en 8) en dat deze beslissing collegiaal zal worden genomen door een selectiecommissie (het ontworpen artikel 10).

Voor het overige werd de essentie van de bepalingen die de vervangen Titel I uitmaakten, overgenomen in dit ontwerp.

Deze tamelijk ingrijpende verandering van de selectievoorwaarden en -procedures voor de kandidaat-onderofficieren werd ook aangegrepen om sommige voorwaarden van geschiktheid voor de dienst bij de rijkswacht te versoepelen, die van die aard zijn dat zij ongetwijfeld zeer waardevolle mannelijke of vrouwelijke kandidaten van meet af aan uitsluiten en die, wat het criterium van de gestalte betreft, zelfs als discriminatoir t.o.v. de vrouwen kunnen beschouwd worden.

Zo komt het dat artikel 9 van het ontwerp artikel 7 vervangt van het koninklijk besluit van 22 maart 1979 betreffende de medische geschiktheidscriteria en de medische onderzoeken voor toelating tot het operationeel korps van de rijkswacht om de mannelijke of vrouwelijke kandidaten die een weinig ernstige afwijking van de ruggegraat vertonen, toch de kans te geven toegelaten te worden tot de rijkswacht niet wettens het verbod om sommige ambten uit te oefenen die bijzonder uitputtend zijn op fysiek vlak en die een verergering van de bedoelde afwijking zouden kunnen veroorzaken.

In dezelfde gedachtingang wijzigt artikel 10, 2°, van het ontwerp het koninklijk besluit van 5 november 1971 tot vaststelling van de keuringscriteria inzake medische geschiktheid voor de militaire dienst van de dienstplichtigen en evenals voor de dienst van de andere militairen en van het personeel van de rijkswacht om de vereiste gestalte voor de toegang tot de rijkswacht van 1,68 m te verlagen tot 1,63 m. Hoewel van toepassing op zowel de mannelijke als de vrouwelijke kandidaten, zou deze versoepeling zonder twijfel de toegang tot de rijkswacht van vrouwen moeten vergemakkelijken, vermits een lengte van 1,68 m voor hen ruimschoots boven het gemiddelde ligt.

Tot slot past het nog enige aandacht te schenken aan de overwegingen vervaardigd in het advies van de Raad van State over artikel 9 van het ontwerp zoals het aan dit Hoog Rechtscollege werd voorgelegd.

Vooraf weze opgemerkt dat de meeste aanbevelingen van de Raad van State in het definitieve ontwerp werden overgenomen.

Voornoemd artikel 9, dat artikel 10 van het ontwerp is geworden, bepaalde, enerzijds, dat de seropositiviteit ten overstaan van het HIV (AIDSvirus) tot ongeschiktheid voor de rijkswacht leidt (artikel 9, 1°) en, anderzijds, dat hetzelfde geldt voor de kandidaat van wie medisch wordt vastgesteld dat hij wetens verdovende middelen gebruikt of gebruikt heeft (artikel 9, 3°).

Wat de seropositiviteit betreft, heeft de Raad van State geoordeeld dat deze toestand op zich niet als een grond voor fysieke ongeschiktheid voor de uitoefening van het ambt van rijkswachter kan worden beschouwd. Dit Hoog College heeft echter ook ondubbelzinnig gesteld dat de toestand van de kandidaat die het AIDS-stadium heeft bereikt, totaal verschillend is en dat het in dat geval zeker lijkt dat de kandidaat als ongeschikt beschouwd mag worden om te dienen in het operationeel korps van de rijkswacht. Daarom neemt artikel 10, 1°, van dit ontwerp de louter seropositiviteit niet meer op als grond voor ongeschiktheid voor de rijkswacht. Enkel diegenen die getroffen zijn door de AIDS-ziekte zullen ongeschikt worden bevonden. Onder andere hiertoe is een bloedanalyse noodzakelijk, waarvan de kandidaat vooraf wordt in kennis gesteld (zie het ontworpen artikel 14). Mocht die bloedanalyse uitwijzen dat de kandidaat enkel seropositief is ten overstaan van het HIV, dan zal dit alleen geen grond vormen om de kandidaat uit te sluiten. Slechts wanneer hij bovendien niet beantwoordt aan de voorwaarden bepaald in het reeds genoemde koninklijk besluit van 5 november 1971 of aan het medisch profiel vastgesteld door het koninklijk besluit van 22 maart 1979, zal hij niet toegelaten worden tot de rijkswacht.

En ce qui concerne la consommation de stupéfiants, le Conseil d'Etat a très justement remarqué que cette circonstance ne constituait pas, en soi, une cause d'inaptitude physique ou médicale et qu'il n'en irait autrement que si le candidat avait gardé des séquelles de sa toxicomanie. Dans ce dernier cas, il se pourrait en effet que ces séquelles soient constitutives d'une des causes d'inaptitude physique énumérées par l'arrêté royal précité du 5 novembre 1971, et ce, tout particulièrement sur le plan des affections d'ordre psychique. Dès lors, la disposition initiale (article 9, 3°) a été omise dans le texte qui Vous est soumis.

Il apparaît toutefois raisonnable de ne pas admettre à la gendarmerie des personnes qui ont été condamnées du chef d'infractions à la loi du 24 février 1921 concernant le trafic de substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, désinfectantes ou antiseptiques. La disposition nécessaire à cet effet a été introduite dans l'article 1er, 3°, en projet.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,

Le Ministre de l'Intérieur,

I. TOBBACK

#### AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 4 mars 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant certaines dispositions relatives au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie", a donné le 17 mars 1993 l'avis suivant :

#### Préambule

Alinéa 1er. L'article 11 de la loi du 27 décembre 1973 ne fonde que partiellement l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, qui met également en oeuvre d'autres habilitations conférées par cette loi.

L'alinéa 1er serait, dès lors, mieux rédigé comme suit :

"Vu la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie, modifiée par les lois du 13 juillet 1976, du 8 juin 1978, du 31 juillet 1984, du 18 juillet 1991 et du 24 juillet 1992";

Alinéa 6. Mieux vaut écrire, dans le texte français, "donné le" plutôt que "en date du".

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

#### Dispositif

Article 1er. Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Art. 2. 1. Il serait préférable de rédiger la phrase liminaire comme suit :  
"Dans l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, modifié

Wat het gebruik van verdovende middelen betreft, heeft de Raad van State zeer terecht opgemerkt dat deze omstandigheid op zich geen grond voor fysieke ongeschiktheid vormt, maar dat het anders zou zijn indien de kandidaat restverschijnselen zou hebben overgehouden aan zijn verslaving. In dat laatste geval zouden die restverschijnselen inderdaad één van de gronden kunnen vormen voor fysieke ongeschiktheid opgesomd in het besluit van 5 november 1971, meer bepaald op het vlak van de aandoeningen van psychische aard. Daarom werd de oorspronkelijke bepaling (artikel 9, 3°) weggelaten uit de tekst die U wordt voorgelegd.

Het lijkt niettemin redelijk diegenen die veroordeeld werden wegens misdrijven tegen de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsmiddelen en antiseptica van toelating tot de rijkswacht uit te sluiten.

De daartoe strekkende bepaling werd ingevoegd in het ontworpen artikel 1, 3°.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Binnenlandse Zaken,

I. TOBBACK

#### ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 4 maart 1993 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht", heeft op 17 maart 1993 het volgende advies gegeven :

#### Aanhel

Eerste lid. Artikel 11 van de wet van 27 december 1973 vormt slechts gedeeltelijk de rechtsgrond van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, dat ook aan andere, bij die wet verleende machtigingen uitvoering geeft.

Het zou bijgevolg beter zijn het eerste lid als volgt te stellen :

"Gelet op de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht, gewijzigd bij de wetten van 13 juli 1976, 8 juni 1978, 31 juli 1984, 18 juli 1991 en 24 juli 1992";

Zesde lid. Het zou beter zijn in de Nederlandse tekst te schrijven "verstrekt op 19 januari 1993" in plaats van "van 19 januari 1993".

In de Franse tekst zou het beter zijn te schrijven "donné le" in plaats van "en date du".

#### Bepalend gedeelte

Artikel 1. Aan het eind van dit artikel vervange men de woorden "wordt in werking gesteld" door de woorden "treedt in werking".

Art. 2. 1. Het zou verkieslijk zijn de inleidende zin als volgt te stellen :  
"In het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht,

par les arrêtés royaux des 15 octobre 1979, 21 janvier 1981, 22 septembre 1983, 27 novembre 1985, 23 septembre 1986, 5 novembre 1986, 18 décembre 1986, 22 juin 1987, 21 septembre 1988, 1er août 1989 et 19 septembre 1990, le titre Ier, comprenant les articles 1er à 21, est remplacé par les dispositions suivantes :

2. Dans le titre Ier en projet, il y a lieu de substituer à la numérotation des articles 21/1 à 21/5 la numérotation suivante : 21, 21bis, 21ter, 21quater et 21quinquies.

Ce type de numérotation est d'ailleurs celui dont use d'ores et déjà l'arrêté modifié (articles 10bis, 13bis et suivants, 28bis et suivants).

3. Dans l'article 1er, 6°, en projet, du texte français, il y a lieu d'écrire "pris en considération" au lieu de "pris en compte".

4. Le texte néerlandais de l'article 2, en projet, serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

5. Le texte néerlandais de l'intitulé de la section 2 devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

6. Le texte néerlandais de l'article 4, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

7. L'article 8, alinéa 2, en projet manque de clarté. Il doit être rédigé de manière plus intelligible.

L'alinéa 4 du même article serait mieux rédigé comme suit :

"Pour les examens visés aux alinéas 2 et 3, le candidat doit satisfaire à des tests de sélection".

A l'alinéa 5 du même article, l'adverbe notamment prive la disposition de la précision que doit revêtir une règle juridique.

Il convient soit de supprimer l'adverbe "notamment", soit de citer de manière exhaustive les textes relatifs à la matière.

En néerlandais, le mot "ondermeer" n'est pas correct; il devrait s'écrire en deux mots.

Une autre solution consisterait à supprimer les mots "afin de vérifier si elles correspondent à celles portées notamment par la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police".

8. Conformément à l'observation formulée à propos de l'alinéa 4 de l'article 8 en projet, le texte figurant à l'article 10, 3°, troisième tiret, en projet, doit être rédigé comme suit :

"- les tests de sélection visés à l'article 8, alinéa 4".

9. L'article 11, § 2, alinéas 1er et 2, en projet, serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. La commission de sélection de la gendarmerie informe, par lettre recommandée à la poste, les candidats qui sont déclarés inaptes par la commission de sélection ou qui ne remplissent pas d'autres conditions de recrutement.

Ces candidats ne peuvent plus se représenter ... (la suite comme au projet)".

10. A l'article 12, § 1er, 3°, en projet, il y a lieu de remplacer les mots "de leadership" par les mots "d'aptitude au commandement".

11. L'article 13, § 1er, alinéa 2, en projet, doit être complété par les mots "et celle des épreuves".

gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 oktober 1979, 21 januari 1981, 22 september 1983, 27 november 1985, 23 september 1986, 5 november 1986, 18 december 1986, 22 juni 1987, 21 september 1988, 1 augustus 1989 en 19 september 1990, wordt titel I, die de artikelen 1 tot 21 bevat, vervangen als volgt :

2. In de ontworpen titel I behoort de nummering van de artikelen 21/1 tot 21/5 vervangen te worden door de volgende nummering : 21, 21bis, 21ter, 21quater en 21quinquies.

Deze wijze van nummering is overigens die welke thans reeds voorkomt in het gewijzigde besluit (artikelen 10bis, 13bis en volgende, 28bis en volgende).

3. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 1, 6°, moet "pris en considération" worden geschreven in plaats van "pris en compte".

4. Het zou beter zijn het ontworpen artikel 2 als volgt te stellen :

"Art. 2. Tot een opleidingscyclus worden niet toegelaten :

1° de leden van het rijkswachtpersonnel aan wie de hoedanigheid van leerling van een rijkswachtschool is ontnomen, behalve indien zij gevraagd hebben dat hen de hoedanigheid van kandidaat wordt ontnomen;

2° de kandidaten die deel uitmaken van de rijkswacht of deel ervan hebben uitgemaakt en die geen voldoening geven of gegeven hebben in hun wijze van dienen.

Op grond van de gegevens van de beoordeling en het persoonsdossier gaat de rijkswachtcommandant na of de kandidaat voldoening geeft of heeft gegeven in zijn wijze van dienen;

3° de kandidaten die deel hebben uitgemaakt van ... en die geen voldoening hebben gegeven in hun wijze van dienen".

5. Het opschrift van afdeling 2 behoort als volgt te worden gesteld : "Bijzondere voorwaarden voor toelating tot een opleidingscyclus van officier".

6. In het ontworpen artikel 4 vervange men het woord "mislukken" door de woorden "afgewezen worden".

7. Het ontworpen artikel 8, tweede lid, is niet duidelijk genoeg. Het moet bevattelijker worden gesteld.

Het vierde lid van hetzelfde artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"Voor de examens bedoeld in het tweede en het derde lid moet de kandidaat voldoen aan selectietests".

In het vijfde lid van hetzelfde artikel maakt het woord "ondermeer" de bepaling onvoldoende nauwkeurig, terwijl nauwkeurigheid een noodzakelijke vereiste is van een rechtsregel.

Ofwel moet het woord "ondermeer" vervallen, ofwel moet een volledige opsomming worden gegeven van de desbetreffende teksten.

In elk geval moet niet "ondermeer", maar wel "onder meer" worden geschreven.

Een andere oplossing bestaat erin dat de woorden "om na te gaan of zij in overeenstemming zijn met die ondermeer vervat in de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt" zouden vervallen.

8. Overeenkomstig de opmerking die is gemaakt omtrent het ontworpen artikel 8, vierde lid, moet de tekst die voorkomt in het ontworpen artikel 10, 3°, derde streepje, als volgt worden gesteld :

"- de selectietests bedoeld in artikel 8, vierde lid".

9. Het zou beter zijn het ontworpen artikel 11, § 2, eerste en tweede lid, als volgt te stellen :

"§ 2. De kandidaten die door de selectiecommissie ongeschikt worden bevonden of die niet voldoen aan andere recruiteringsvoorwaarden, worden daarvan bij ter post aangetekende brief in kennis gesteld door de selectiecommissie van de rijkswacht.

Die kandidaten mogen zich ... (voorts zoals in het ontwerp)".

10. In het ontworpen artikel 12, § 1, 3°, behoren de woorden "voor een leiderschapsproef" vervangen te worden door de woorden "op een examengedeelte inzake de bekwaamheid tot bevelvoering".

11. Het slot van het ontworpen artikel 13, § 1, tweede lid, moet als volgt worden gesteld : "... inschrijvingsdatum en de datum van de examengedeelten wordt meegedeeld".

12. Le modèle du questionnaire médical visé à l'article 14 en projet doit faire l'objet d'une annexe IV au projet d'arrêté et il y a lieu d'y faire référence, en remplaçant les mots "qui lui a été remis" par les mots "dont le modèle figure à l'annexe IV au présent arrêté".

Art. 3. Dans le texte français du paragraphe 5 en projet, figurant sous le 4°, il faut écrire "visées au § 4".

Le texte néerlandais du même paragraphe devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Art. 7 nouveau. Le chapitre II doit être complété par une disposition rédigée comme suit :

"Article 7. L'annexe II du même arrêté est remplacé par celle annexée au présent arrêté.

Il est ajouté au même arrêté une annexe III et une annexe IV également annexées au présent arrêté".

La numérotation des articles suivants doit être adaptée en conséquence.

Art. 7. Il y a lieu d'insérer, après la mention de l'intitulé de l'arrêté royal du 22 mars 1979, les mots " , modifié par les arrêtés royaux des 20 juillet 1981 et 6 janvier 1985, "

Art. 8. La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"L'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 1981, est remplacé par la disposition suivante :".

Art. 9. 1. L'article 9, 1°, tend à modifier le tableau des maladies et infirmités qui entraînent l'inaptitude au service militaire des miliciens ainsi que l'inaptitude au service des autres militaires et du personnel de la gendarmerie, tableau annexé à l'arrêté royal du 5 novembre 1971, notamment en y ajoutant dans la colonne 4, sous le critère 131, une disposition rédigée comme suit :

"La séropositivité vis-à-vis du HIV (virus du sida) entraîne l'inaptitude pour la gendarmerie".

Il convient de relever tout d'abord que le critère 131, tel qu'il est prévu dans le tableau précité, est décrit comme suit :

"Maladies graves ayant entraîné un état cachectique ou une détérioration profonde de la constitution".

Il ne paraît pas, dans l'état actuel des connaissances médicales, que la séropositivité vis-à-vis du virus du sida entraîne de soi un état cachectique (1) ou une détérioration profonde de la constitution.

Elle ne pourrait donc pas être considérée en soi comme une cause d'inaptitude physique à l'exercice de la fonction de gendarme.

L'article 1er, en projet (article 2 du projet), de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, prévoit que pour être admis à un cycle de formation, il faut notamment :

"4° être reconnu apte médicalement, conformément à l'arrêté royal du 5 novembre 1971 fixant les critères d'aptitude médicale au service militaire des miliciens ainsi qu'au service des autres militaires et du personnel de la gendarmerie, et à l'arrêté royal du 22 mars 1979 relatif aux critères médicaux d'aptitude et aux examens médicaux d'admission au corps opérationnel de la gendarmerie;"

(1) La cachexie est définie comme étant une maigreur extrême avec atteinte grave de l'état général, due à une maladie ou à la sous-alimentation, dans la phase terminale de graves maladies.

12. Het model van de medische vragenlijst, bedoeld in het ontworpen artikel 14, moet worden vastgelegd in een bijlage IV bij het ontwerp van besluit, en er moet tevens naar verwezen worden door het einde van het artikel als volgt te stellen : "... bedoeld in artikel 1, 4°, moet deze een medische vragenlijst invullen waarvan het model voorkomt in bijlage IV bij dit besluit".

Art. 3. In de Franse tekst van de ontworpen paragraaf 5, welke voorkomt onder 4°, schrijve men "visées au § 4".

In de Nederlandse tekst van de ontworpen paragraaf 5, welke voorkomt onder 4°, moet "de in § 4 bedoelde aanvragen" worden geschreven.

Nieuw Art. 7. Hoofdstuk II moet worden aangevuld met een bepaling, luidende :

"Artikel 7. De bijlage II bij hetzelfde besluit wordt vervangen door die welke bij dit besluit is gevoegd.

Aan hetzelfde besluit worden een bijlage III en een bijlage IV toegevoegd, welke eveneens bij dit besluit worden gevoegd".

De nummering van de erop volgende artikelen behoort dienovereenkomstig te worden aangepast.

Art. 7. Na het opschrift van het koninklijk besluit van 22 maart 1979 behoren de woorden " , gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 juli 1981 en 6 januari 1985, " te worden toegevoegd.

Art. 8. De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 1981, wordt vervangen als volgt :".

Art. 9. 1. Artikel 9, 1°, beoogt de tabel van ziekten en lichaamsgebreken te wijzigen die aanleiding geven tot ongeschiktheid voor de militaire dienst van de dienstplichtigen en tot ongeschiktheid voor de dienst van de overige militairen en van het rijkswachtpersoneel, een tabel die gevoegd is bij het koninklijk besluit van 5 november 1971, inzonderheid door in kolom 4, onder het criterium 131, een bepaling toe te voegen, luidende :

"De seropositiviteit ten overstaan van het HIV (AIDS-virus) leidt tot ongeschiktheid voor de rijkswacht".

In de eerste plaats moet worden opgemerkt dat het criterium 131, zoals het in voornoemde tabel is opgenomen, als volgt luidt :

"Ernstige ziekten die tot een cachectische toestand hebben geleid of tot een ernstige verzwakking van de constitutie".

Bij de huidige stand van de medische kennis lijkt het seropositief zijn ten aanzien van het aidsvirus op zichzelf niet te leiden tot een cachectische toestand (1) of tot een ernstige verzwakking van het gestel.

Het seropositief zijn kan dus op zich niet beschouwd worden als een grond voor fysieke ongeschiktheid bij de uitoefening van het ambt van rijkswachter.

Het ontworpen artikel 1 (artikel 2 van het ontwerp) van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht bepaalt dat men, om tot een opleidingscyclus te worden toegelaten, onder meer aan de volgende voorwaarde moet voldoen :

"4° medisch geschikt worden bevonden overeenkomstig het koninklijk besluit van 5 november 1971 tot vaststelling van de keuringscriteria inzake medische geschiktheid voor de militaire dienst van de dienstplichtigen evenals voor de dienst van de andere militairen en van het personeel van de rijkswacht en het koninklijk besluit van 22 maart 1979 betreffende de medische geschiktheidscriteria en de medische onderzoeken voor toelating tot het operationeel korps van de rijkswacht;"

(1) Cachexie wordt omschreven als een staat van uitgesproken magerheid met een ernstige aantasting van de algemene gezondheidstoestand als gevolg van een ziekte of van ondervoeding, in de terminale fase van ernstige ziekten.

L'article 6, en projet (article 7 du projet) de l'arrêté royal du 22 mars 1979 relatif aux critères médicaux d'aptitude et aux examens médicaux d'admission au corps opérationnel de la gendarmerie, dispose :

"Sont considérés comme médicalement aptes, les candidats à l'admission à un cycle de formation ou les élèves qui obtiennent le profil médical minimum suivant :

PSIVCAME  
2 2 2 2 2 1 2" (1).

Dès lors, un candidat présentant une séropositivité vis-à-vis du virus du sida ne pourrait être exclu que si son aptitude physique ne répondait pas à ces critères.

Dans l'état actuel des connaissances médicales, il ne paraît pas non plus établi que l'exercice de la fonction de gendarme créerait des risques supplémentaires de contamination par le virus HIV et de transmission de celui-ci.

Tout autre est la situation du candidat qui a atteint le stade du SIDA. Dans ce cas, il paraît certain que le candidat pourrait être considéré comme inapte à servir dans le corps opérationnel de la gendarmerie.

2. L'article 9, 3°, tend à compléter le critère 513 figurant au tableau précité, par l'alinéa suivant :

"Pour la gendarmerie, la constatation médicale du fait que le candidat à l'admission ou l'élève consomme ou a consommé intentionnellement des substances stupéfiantes, au sens de l'article 1er de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques, suffit à entraîner l'inaptitude."

Le fait pour le candidat d'avoir consommé des substances stupéfiantes ne constitue pas en soi une cause d'inaptitude physique. Il ne saurait suffire à entraîner son exclusion. Il en irait autrement si le candidat avait gardé des séquelles de sa toxicomanie.

3. En conclusion, c'est l'exclusion d'office du candidat qui est séropositif ou qui a consommé des substances stupéfiantes qui n'est pas admissible. Au contraire, l'exclusion peut être admise si elle est précédée d'un examen médical qui établit l'inaptitude à exercer des fonctions dans le corps opérationnel de la gendarmerie, au regard des critères objectifs qui sont énoncés dans l'arrêté.

4. En ce qui concerne l'arrêté royal du 5 novembre 1971 précité que l'article 9 du projet modifie, il conviendrait que le Roi prenne un arrêté distinct en ce qui concerne la gendarmerie. En effet, il est malaisé de modifier des arrêtés royaux concernant, d'une part, les forces armées et, d'autre part, la gendarmerie, ces deux corps dépendant l'un du Ministre de la Défense nationale, l'autre du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de la Justice.

Art. 12. L'article devrait être scindé en deux articles, le premier contenant le paragraphe 2, qui est une disposition transitoire, le second contenant le § 1er, qui est relatif à la mise en vigueur de l'arrêté en projet.

Observation concernant le texte néerlandais.

Le texte néerlandais de certains articles est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, quelques propositions de texte sont faites à ce propos dans le présent avis, lesquelles ne sont toutefois nullement exhaustives. Il est dès lors indiqué de revoir fondamentalement le texte néerlandais de l'arrêté en projet.

La chambre était composée de :

M. J.-J. Stryckmans, président de chambre;

MM. :

Y. Boucquey;

Y. Kreins, conseillers d'Etat;

F. Delperée;

J. van Compernelle, assessors de la section de législation;

Mme R. Deroy, greffier.

(1) La signification de ces lettres figure aux articles 3 et 4 de l'arrêté royal du 22 mars 1979 précité.

Het ontworpen artikel 6 (artikel 7 van het ontwerp) van het koninklijk besluit van 22 maart 1979 betreffende de medische geschiktheidscriteria en de medische onderzoeken voor toelating tot het operationeel corps van de rijkswacht bepaalt :

"Worden medisch geschikt geacht, de kandidaten voor toelating tot een opleidingscyclus of de leerlingen die volgend minimum medisch profiel behalen :

PSIVCAME  
2 2 2 2 2 1 2" (1).

Derhalve kan een kandidaat die seropositief is ten aanzien van het aidsvirus alleen worden uitgesloten indien zijn fysieke geschiktheid niet aan die criteria beantwoordde.

Bij de huidige stand van de medische kennis lijkt al evenmin aangevoerd te zijn dat de uitoefening van het ambt van rijkswachter extra-risico's van besmetting door het HIV-virus en van overbrenging ervan zou meebrengen.

Totaal verschillend is de toestand van de kandidaat die het aids-stadium heeft bereikt. In dat geval lijkt het zeker dat de kandidaat als ongeschikt beschouwd mag worden om te dienen in het operationeel corps van de rijkswacht.

2. Artikel 9, 3°, beoogt het criterium 513, dat in voornoemde tabel voorkomt, aan te vullen met het volgende lid :

"Voor de rijkswacht brengt de medische vaststelling dat de kandidaat voor toelating of de leerling verdovende middelen, in de zin van artikel 1 van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van gifstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica, opzettelijk verbruikt of verbruikt heeft, de ongeschiktheid mee."

De omstandigheid dat de kandidaat verdovende middelen heeft gebruikt, vormt niet op zich een grond voor fysieke ongeschiktheid. Zij volstaat niet om de uitsluiting van de kandidaat mee te brengen. Anders zou het zijn indien de kandidaat restverschijnselen zou hebben overgehouden aan zijn verslaving.

3. Het besluit is dan ook dat de uitsluiting van rechtswege van de kandidaat die seropositief is of verdovende middelen heeft gebruikt, onaanvaardbaar is. Daarentegen is de uitsluiting wel aanvaardbaar wanneer er een medisch onderzoek aan voorafgaat waarbij de ongeschiktheid om te dienen in het operationeel corps van de rijkswacht wordt vastgesteld, in het licht van de objectieve criteria omschreven in het besluit.

4. Met betrekking tot voornoemd koninklijk besluit van 5 november 1971 waarin artikel 9 van het ontwerp wijzigingen aanbrengt, is het zaak dat de Koning voor de rijkswacht een onderscheiden besluit vaststelt. Het is immers af te raden koninklijke besluiten te wijzigen die, enerzijds, de krijgsmacht betreffen, en, anderzijds, de rijkswacht : het ene corps ressorteert namelijk onder de Minister van Landsverdediging, en het andere onder de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Justitie.

Art. 12. Het artikel behoort te worden gesplitst in twee artikelen : het eerste zou dan paragraaf 2 bevatten, die een overgangsbepaling is, terwijl het tweede artikel paragraaf 1 zou bevatten, die betrekking heeft op de inwerkingtreding van het ontworpen besluit.

Opmerking betreffende de Nederlandse tekst.

De Nederlandse tekst van een aantal artikelen is voor verbetering vatbaar. Bij wijze van voorbeeld worden in dit advies hieromtrent een aantal voorstellen gedaan, welke echter geenszins exhaustief zijn. Het verdient daarom aanbeveling de Nederlandse tekst van het ontworpen besluit grondig te herzien.

De kamer was samengesteld uit :

de Heer J.-J. Stryckmans, kamervoorzitter;

de Heren :

Y. Boucquey;

Y. Kreins, staatsraden;

F. Delperée;

J. van Compernelle, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. R. Deroy, griffier.

(1) De betekenis van die letters wordt uiteengezet in de artikelen 3 en 4 van voornoemd koninklijk besluit van 22 maart 1979.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. Stryckmans.

Le rapport a été présenté par M. C. Mendiaux, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J.-L. Paquet, référendaire adjoint.

Le Greffier,  
R. Deroy.

Le Président,  
J.-J. Stryckmans.

**4 MAI 1993. — Arrêté royal modifiant certaines dispositions relatives au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie**

BAUDOIN, Roi des Belges  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie, modifiée par les lois du 13 juillet 1976, du 8 juin 1978, du 31 juillet 1984, du 18 juillet 1991 et du 24 juillet 1992;

Vu la loi du 24 juillet 1992 modifiant certaines dispositions relatives aux statuts du personnel du cadre actif de la gendarmerie, notamment l'article 27;

Vu l'arrêté royal du 5 novembre 1971 fixant les critères d'aptitude médicale au service militaire des miliciens ainsi qu'au service des autres militaires et du personnel de la gendarmerie, notamment l'annexe 1, modifiée par les arrêtés royaux des 11 février 1975, 16 mai 1978, 3 février 1981 et 13 novembre 1991;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1979 relatif aux critères médicaux d'aptitude et aux examens médicaux d'admission au corps opérationnel de la gendarmerie, modifié par les arrêtés royaux des 20 juillet 1981, 6 janvier 1985, 5 avril 1986, 18 mars 1987 et 3 mai 1990;

Vu l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, modifié par les arrêtés royaux des 15 octobre 1979, 21 janvier 1981, 22 septembre 1983, 27 novembre 1985, 23 septembre 1986, 5 novembre 1986, 18 décembre 1986, 22 juin 1987, 21 septembre 1988, 1er août 1989 et 19 septembre 1990;

Vu l'avis conforme du Ministre de la Justice donné le 19 janvier 1993;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie;

Vu l'avis du Conseil d'État;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**CHAPITRE Ier. — Disposition relative à la mise en vigueur**

**Article 1er.** L'article 1er de la loi du 24 juillet 1992 modifiant certaines dispositions relatives aux statuts du personnel du cadre actif de la gendarmerie est mis en vigueur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer J.-J. Stryckmans.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer C. Mendiaux, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de Heer J.-L. Paquet, adjunct-referendaris.

De Griffier,  
R. Deroy.

De Voorzitter,  
J.-J. Stryckmans.

**4 MEI 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht**

HOUDERWIJN, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht, gewijzigd bij de wetten van 13 juli 1976, 8 juni 1978, 31 juli 1984, 18 juli 1991 en 24 juli 1992;

Gelet op de wet van 24 juli 1992 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de rechtstoestanden van het personeel van het actief kader van de rijkswacht, inzonderheid op artikel 27;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 november 1971 tot vaststelling van de keuringscriteria inzake medische geschiktheid voor de militaire dienst van de dienstplichtigen evenals voor de dienst van de andere militairen en van het personeel van de rijkswacht, inzonderheid de bijlage 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 februari 1975, 16 mei 1978, 3 februari 1981 en 13 november 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1979 betreffende de medische geschiktheidscriteria en de medische onderzoeken voor toelating tot het operationeel korps van de rijkswacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 juli 1981, 6 januari 1985, 5 april 1986, 18 maart 1987 en 2 mei 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 oktober 1979, 21 januari 1981, 22 september 1983, 27 november 1985, 23 september 1986, 5 november 1986, 18 december 1986, 22 juni 1987, 21 september 1988, 1 augustus 1989 en 19 september 1990;

Gelet op het eensluidend advies van Onze Minister van Justitie verstrekt op 19 januari 1993;

Gelet op het advies van de commissie van advies voor het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**HOOFDSTUK I. — Bepaling betreffende de inwerkingtreding**

**Artikel 1.** Artikel 1 van de wet van 24 juli 1992 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de rechtstoestanden van het personeel van het actief kader van de rijkswacht treedt in werking.

CHAPITRE II. — Modifications de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie

Art. 2. Dans l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, modifié par les arrêtés royaux des 15 octobre 1979, 21 janvier 1981, 22 septembre 1983, 27 novembre 1985, 23 septembre 1986, 5 novembre 1986, 18 décembre 1986, 22 juin 1987, 21 septembre 1988, 1er août 1989 et 19 septembre 1990, le titre premier, comprenant les articles 1er à 21, est remplacé par les dispositions suivantes :

"TITRE Ier. — Le recrutement

CHAPITRE Ier. — Conditions d'admission aux cycles de formation

Section Ire. — Conditions générales d'admission

Article 1er. Pour être admis à un cycle de formation, le candidat doit remplir les conditions générales d'admission suivantes :

1° posséder les qualités morales indispensables à l'état de membre du personnel de la gendarmerie;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° ne pas avoir été condamné, même avec sursis, à une peine d'emprisonnement de six mois au moins du chef d'une infraction quelconque ou à une peine d'emprisonnement moindre du chef de vol, extorsion, abus de confiance, escroquerie, faux en écritures, attentat à la pudeur, viol ou des infractions prévues par les articles 379 à 386ter du Code pénal ou par la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques;

4° être reconnu apte médicalement, conformément à l'arrêté royal du 5 novembre 1971 fixant les critères d'aptitude médicale au service militaire des miliciens ainsi qu'au service des autres militaires et du personnel de la gendarmerie, et à l'arrêté royal du 22 mars 1979 relatif aux critères médicaux d'aptitude et aux examens médicaux d'admission au corps opérationnel de la gendarmerie;

5° être âgé de 17 ans au moins et ne pas avoir atteint l'âge de 35 ans accomplis;

6° être porteur d'un diplôme ou d'un certificat d'études au moins équivalent à ceux pris en considération pour le recrutement des agents de niveau 2 dans les Administrations de l'Etat.

Art. 2. Ne peuvent être admis à un cycle de formation :

1° les membres du personnel de la gendarmerie qui ont perdu la qualité d'élève d'une école de gendarmerie, sauf dans le cas où ils ont demandé le retrait de la qualité de candidat;

2° les candidats qui font partie ou ont fait partie de la gendarmerie et qui ne sont pas ou n'ont pas servi de manière satisfaisante.

Le commandant de la gendarmerie vérifie, sur base des données du signalement et du dossier personnel, si le candidat sert ou a servi de manière satisfaisante;

3° les candidats qui ont fait partie de la police communale ou de la police judiciaire près les parquets, et qui n'ont pas servi de manière satisfaisante.

Section 2. — Les conditions particulières d'admission à un cycle de formation d'officier

Art. 3. Pour être admis à un cycle de formation d'officier, le candidat doit remplir les conditions particulières d'admission suivantes :

1° subir avec succès les épreuves de recrutement;

2° se classer en ordre utile au concours d'admission des épreuves de recrutement;

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht

Art. 2. In het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en de vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 oktober 1979, 21 januari 1981, 22 september 1983, 27 november 1985, 23 september 1986, 5 november 1986, 18 december 1986, 22 juni 1987, 21 september 1988, 1 augustus 1989 en 19 september 1990, wordt titel I, die de artikelen 1 tot 21 bevat, vervangen door de volgende bepalingen :

"TITEL I. — De werving

HOOFDSTUK I. — Voorwaarden voor toelating tot de opleidingscyclussen

Afdeling 1. — Algemene voorwaarden voor toelating

Artikel 1. Om tot een opleidingscyclus te worden toegelaten, moet de kandidaat de volgende algemene voorwaarden voor toelating vervullen :

1° de voor de staat van personeelslid van de rijkswacht onontbeerlijke morele hoedanigheden bezitten;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° niet veroordeeld geweest zijn, zelfs met uitstel, tot een gevangenisstraf van ten minste 6 maanden wegens enig misdrijf of tot een lagere gevangenisstraf wegens diefstal, afpersing, misbruik van vertrouwen, oplichting, valsheid in geschriften, aanranding van de eerbaarheid, verkrachting of wegens de misdrijven bepaald in de artikelen 379 tot 386ter van het Strafwetboek of bij de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica;

4° medisch geschikt worden bevonden overeenkomstig het koninklijk besluit van 5 november 1971 tot vaststelling van de keuringscriteria inzake medische geschiktheid voor de militaire dienst van de dienstplichtigen evenals voor de dienst van de andere militairen en van het personeel van de rijkswacht en het koninklijk besluit van 22 maart 1979 betreffende de medische geschiktheidscriteria en de medische onderzoeken voor toelating tot het operationeel korps van de rijkswacht;

5° ten minste 17 jaar oud zijn en de volle leeftijd van 35 jaar niet hebben bereikt;

6° houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat ten minste gelijkwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 2 bij de Rijksbesturen.

Art. 2. Worden niet toegelaten tot een opleidingscyclus :

1° de leden van het rijkswachtpersoneel aan wie de hoedanigheid van leerling van een school van de rijkswacht is ontnomen, behalve indien zij gevraagd hebben dat hen de hoedanigheid van kandidaat wordt ontnomen;

2° de kandidaten die deel uitmaken van de rijkswacht of deel ervan hebben uitgemaakt en die geen voldoening geven of gegeven hebben in hun wijze van dienen.

Op grond van de gegevens die in het signalement en het persoonlijk dossier voorkomen, gaat de commandant van de rijkswacht na of de kandidaat voldoening geeft of heeft gegeven in zijn wijze van dienen;

3° de kandidaten die deel hebben uitgemaakt van de gemeentepolitie of de gerechtelijke politie bij de parketten en die geen voldoening hebben gegeven in hun wijze van dienen.

Afdeling 2. — Bijzondere voorwaarden voor toelating tot een opleidingscyclus van officier

Art. 3. Om tot een opleidingscyclus van officier te worden toegelaten, moet de kandidaat de volgende bijzondere voorwaarden voor toelating vervullen :

1° slagen voor de wervingsexamens;

2° nuttig gerangschikt zijn bij het vergelijkend toelatingsexamen van de wervingsexamens;



3° ne pas avoir subi un échec définitif au cours d'un cycle de formation d'officier ou de sous-officier d'élite suivi précédemment.

Pour être admis au cycle de formation de candidat-officier, licencié en droit, le candidat doit en outre être titulaire du grade de licencié en droit conféré conformément aux lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949.

Art. 4. Les épreuves de recrutement comportent :

- 1° une épreuve linguistique et scientifique;
- 2° une épreuve psychologique et psychotechnique;
- 3° une épreuve de condition physique.

Les candidats ne peuvent échouer plus de trois fois à l'épreuve linguistique et scientifique.

Art. 5. Le Ministre de l'Intérieur détermine le programme des épreuves de recrutement, leurs modalités d'organisation et les conditions de réussite.

Art. 6. § 1er. L'épreuve linguistique et scientifique pour candidat-officier ou candidat-officier polytechnicien comprend :

1° un concours d'admission portant sur :

a) la connaissance approfondie de la langue française ou néerlandaise, au choix du candidat, et de la connaissance élémentaire de l'autre langue ou de la langue allemande, conformément à l'article 2 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée;

b) les mathématiques;

2° des épreuves qui se rapportent aux branches suivantes :

- l'histoire;
- la géographie;
- la physique;
- la chimie.

Pour le candidat-officier, licencié en droit, l'épreuve linguistique et scientifique comprend uniquement un concours d'admission portant sur les connaissances linguistiques visées au premier alinéa, 1°, a, ainsi que sur le droit constitutionnel et administratif, le droit des obligations, le droit pénal et la procédure pénale, ou une ou plusieurs de ces branches, au choix du Ministre de l'Intérieur ou de l'autorité qu'il désigne.

§ 2. Sont dispensés des épreuves citées au § 1er, alinéa 1er, 2°, les candidats porteurs d'un titre d'admission aux examens pour l'obtention des grades académiques prévu par l'article 5 des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

### Section 3. — Les conditions particulières d'admission à un cycle de formation de sous-officier

Art. 7. Pour être admis à un cycle de formation de sous-officier d'élite ou subalterne, le candidat doit être déclaré apte par une commission de sélection, sur base d'un examen de sélection.

Art. 8. L'examen de sélection comprend :

- 1° un examen de connaissance et d'intelligence;
- 2° un examen de l'aptitude physique;
- 3° un examen de la personnalité.

L'examen de connaissance et d'intelligence a pour objectif d'examiner, au moyen de tests de niveau de prestation, les facteurs d'intelligence verbaux et non verbaux du profil personnel fixé pour le candidat sous-officier d'élite ou subalterne.

L'examen de l'aptitude physique a pour objectif de déterminer si le candidat est apte à acquiescer une condition physique nécessaire à l'exercice du service à la gendarmerie; il est déterminé à l'annexe III du présent arrêté.

Pour les examens visés aux alinéas deux et trois, il est établi des seuils de sélection de base minimaux, auxquels le candidat doit de toute façon satisfaire.

3° niet definitief afgewezen zijn tijdens een vroeger gevolgde opleidingscyclus van officier of keuronderofficier.

Om tot de opleidingscyclus van kandidaat-officier, licentiaat in de rechten, te worden toegelaten, moet de kandidaat bovendien houder zijn van de graad van licentiaat in de rechten toegekend overeenkomstig de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949.

Art. 4. De wervingsexamens omvatten :

- 1° een taal- en wetenschappelijk examen;
- 2° een psychologisch en psychotechnisch examen;
- 3° een examen van lichamelijke geschiktheid.

De kandidaten mogen niet meer dan driemaal afgewezen worden voor het taal- en wetenschappelijk examen.

Art. 5. De Minister van Binnenlandse Zaken bepaalt het programma van de wervingsexamens, de modaliteiten inzake de organisatie ervan en de voorwaarden om te slagen.

Art. 6. § 1. Het taal- en wetenschappelijk examen voor kandidaat-officier en voor kandidaat-officier-polytechnicus omvat :

1° een vergelijkend toelatingsexamen dat betrekking heeft op :

a) de grondige kennis van, naar keuze van de kandidaat, de Nederlandse of de Franse taal en de elementaire kennis van de andere taal of van de Duitse taal, zoals bepaald in artikel 2 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger;

b) de wiskunde;

2° examens die betrekking hebben op de volgende vakken :

- geschiedenis;
- aardrijkskunde;
- fysica;
- scheikunde.

Het taal- en wetenschappelijk examen voor kandidaat-officier, licentiaat in de rechten, omvat enkel een vergelijkend toelatingsexamen dat betrekking heeft op de talenkennis bedoeld in het eerste lid, 1°, a, alsook op het grondwettelijk en administratief recht, het verbintenissenrecht, het strafrecht en de strafrechtspleging, of één of meer van die vakken, naar keuze van de Minister van Binnenlandse Zaken of van de overheid die hij aanwijst.

§ 2. Worden vrijgesteld van de in § 1, eerste lid, 2° vermelde examens, de kandidaten houders van één van de toelatingstitels tot de examens voor het behalen van de academische graden, bepaald in artikel 5 van de gecoördineerde wetten op het bekomen van de academische graden en het programma van de universitaire examens.

### Afdeling 3. — Bijzondere voorwaarden voor toelating tot een opleidingscyclus van onderofficier

Art. 7. Om tot een opleidingscyclus van keur- of lager onderofficier te worden toegelaten, moet de kandidaat, op grond van een selectieonderzoek, geschikt worden bevonden door een selectiecommissie.

Art. 8. Het selectieonderzoek omvat :

- 1° een kennis- en intelligentieonderzoek;
- 2° een onderzoek naar de lichamelijke geschiktheid;
- 3° een persoonlijkheidsonderzoek.

Het kennis- en intelligentieonderzoek beoogt het onderzoek van de verbale en niet-verbale intelligentiefactoren van het persoonsprofiel voor kandidaat-keur- of lager onderofficier door middel van prestatieniveau-tests.

Het onderzoek naar de lichamelijke geschiktheid beoogt na te gaan of de kandidaat in staat is de fysieke conditie te verwerven die noodzakelijk is voor de uitoefening van de dienst bij de rijkswacht; het wordt nader omschreven in bijlage III bij dit besluit.

Voor de in het tweede en derde lid bedoelde onderzoeken worden minimum basiselectiedrenpels bepaald waaraan de kandidaat in elk geval moet voldoen.

L'examen de personnalité a comme objectif de tester, par des épreuves de comportement, les autres caractéristiques du profil personnel du candidat sous-officier d'élite ou subalterne, telles que la capacité d'expression, les traits de caractère, les intérêts et valeurs ainsi que les attitudes.

Art. 9. Le commandant de la gendarmerie détermine la composition de la commission de sélection, qui comprend, en plus du président, au moins quatre membres parmi lesquels un médecin et un psychologue.

Art. 10. La commission de sélection a pour tâche :

1° de se prononcer sur l'aptitude du candidat sur base de l'examen de sélection. En cas de doute, elle peut prescrire un examen individuel supplémentaire;

2° de veiller à la formation et au recyclage des membres du personnel chargés d'effectuer l'examen de sélection;

3° de rédiger un règlement fixant :

- les modalités des examens visés à l'article 8, alinéa premier;
- le contenu du profil personnel visé à l'article 8, second et cinquième alinéas;
- les seuils de sélection de base minimaux visés à l'article 8, quatrième alinéa.

Ce règlement est approuvé par le Ministre de l'Intérieur. Il est communiqué aux candidats qui le demandent.

Art. 11. § 1er. La commission de sélection n'examine que l'aptitude des candidats qui satisfont aux seuils de sélection de base minimaux des examens visés à l'article 8, alinéa 1er, 1° et 2°.

§ 2. Les candidats qui sont déclarés inaptes par la commission de sélection ou ne remplissent pas d'autres conditions de recrutement en sont informés par écrit par le service de recrutement et de sélection de la gendarmerie.

Ils ne peuvent plus se représenter, à l'échéance d'un délai minimum d'un an fixé par la commission de sélection, que deux fois au maximum à l'examen de sélection.

Sauf décision contraire de la commission de sélection, cette limitation ne s'applique pas à l'examen de l'aptitude physique.

Art. 12. § 1er. Le candidat au cycle de formation de sous-officier d'élite, doit en outre remplir les conditions particulières d'admission suivantes :

1° avoir réussi l'examen prévu par l'article 8 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée;

2° avoir réussi un examen écrit ayant comme objectif de tester les connaissances générales du candidat;

3° être évalué favorablement par la commission de sélection sur base d'une épreuve d'aptitude au commandement;

4° se classer en ordre utile à l'ensemble des examens visés au 1° et 2°. Pour l'établissement de ce classement il est tenu compte des coefficients d'importance suivants :

- pour l'examen visé au 1° : 30;

- pour l'examen visé au 2° : 20;

5° ne pas avoir subi un échec définitif au cours d'un cycle de formation de sous-officier d'élite suivi précédemment;

6° ne pas avoir échoué à trois reprises à un des examens visés aux 1° et 2°.

§ 2. L'examen mentionné au § 1er, 1°, comprend trois parties :

1° le résumé d'un texte dont la lecture a été donnée aux candidats; ce texte a trait à un sujet à caractère général; les candidats peuvent prendre des notes pendant la lecture;

2° l'exposé écrit de considérations personnelles suggérées par un texte remis aux candidats;

3° un examen de connaissances générales des structures de la langue.

§ 3. Satisfont aux examens visés au § 1er, 1° et 2°, les candidats qui obtiennent la moitié des points à chaque examen.

La décision de réussite est prise par la commission de sélection.

Het persoonlijkheidsonderzoek beoogt het onderzoek van de andere kenmerken van het persoonsprofiel voor kandidaat-keur- of lager onderofficier door middel van gedragsproeven, zoals de uitdrukkingsvaardigheid, de karaktertrekken, de interesses, waarden en attitudes.

Art. 9. De commandant van de rijkswacht bepaalt de samenstelling van de selectiecommissie, die benevens een voorzitter, ten minste vier leden omvat waaronder een geneesheer en een psycholoog.

Art. 10. De selectiecommissie heeft tot taak :

1° zich uit te spreken over de geschiktheid van de kandidaat op grond van het selectieonderzoek. In geval van twijfel kan zij een bijkomend geïndividualiseerd onderzoek voorschrijven;

2° te waken over de vorming en bijscholing van de personeelsleden belast met het afnemen van het selectieonderzoek;

3° een reglement op te stellen waarin worden vastgelegd :

- de modaliteiten van de in artikel 8, eerste lid, bedoelde onderzoeken;
- de inhoud van het in artikel 8, tweede en vijfde lid, bedoelde persoonsprofiel;
- de minimum basissetiecdrempels bedoeld in artikel 8, vierde lid.

Dit reglement wordt goedgekeurd door de Minister van Binnenlandse Zaken. Het wordt megedeeld aan de kandidaten die erom vragen.

Art. 11. § 1. De selectiecommissie onderzoekt enkel de geschiktheid van de kandidaten die voldoen aan de minimum basissetiecdrempels van de in artikel 8, eerste lid, 1° en 2°, bedoelde onderzoeken.

§ 2. De kandidaten die door de selectiecommissie ongeschikt worden bevonden of die niet voldoen aan andere recruiteringsvoorwaarden, worden daarvan schriftelijk in kennis gesteld door de recruiterings- en selectie-dienst van de rijkswacht.

Zij mogen zich, na verloop van de door de selectiecommissie bepaalde termijn van ten minste een jaar, nog slechts tweemaal aanmelden voor het selectieonderzoek.

Tenzij de selectiecommissie anders beslist, geldt deze beperking niet voor het onderzoek naar de lichamelijke geschiktheid.

Art. 12. § 1. De kandidaat voor de opleidingscyclus van keuronderofficier moet bovendien de volgende bijzondere voorwaarden voor toelating vervullen :

1° geslaagd zijn voor het bij artikel 8 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger geselde examen;

2° geslaagd zijn voor een schriftelijk examen dat tot doel heeft de algemene kennis van de kandidaat te testen;

3° door de selectiecommissie gunstig beoordeeld worden op een examengedeelte inzake de bekwaamheid tot bevelvoering;

4° nuttig gerangschikt zijn voor het geheel van de in 1° en 2° bedoelde examens. Voor het opstellen van die rangschikking worden de volgende belangrijkheidscoëfficiënten in aanmerking genomen :

- voor het in 1° bedoelde examen : 30;

- voor het in 2° bedoelde examen : 20;

5° niet definitief afgewezen zijn tijdens een vroeger gevolgde opleidingscyclus van keuronderofficier;

6° niet reeds driemaal afgewezen zijn voor een van de examens bedoeld in 1° en 2°.

§ 2. Het in § 1, 1°, bedoelde examen omvat drie gedeelten :

1° de samenvatting van een aan de kandidaten voorgelezen tekst; deze tekst heeft betrekking op een onderwerp van algemene aard; de kandidaten mogen tijdens de voorlezing aantekeningen maken;

2° de schriftelijke uiteenzetting van persoonlijke beschouwingen over een aan de kandidaten overhandigde tekst;

3° een examen over de algemene kennis van de structuren van de taal.

§ 3. Zijn geslaagd voor de in § 1, 1° en 2° bedoelde examens, de kandidaten die de helft van de punten behalen voor elk examen.

De beslissing over het slagen wordt genomen door de selectiecommissie.

## Section 4. — Organisation des examens de recrutement

Art. 13. § 1er. Le Ministre de l'Intérieur fixe annuellement, par régime linguistique et par cycle de formation, le nombre de candidats qui peuvent être admis à la formation d'officier, d'officier polytechnicien, d'officier licencié en droit et de sous-officier d'élite.

Ces nombres sont repris dans un avis publié au *Moniteur belge* qui mentionne également la date limite des inscriptions.

§ 2. Les candidats adressent leur demande d'inscription à l'autorité désignée par le Ministre de l'Intérieur.

Dans leur demande, ils mentionnent leur nom et prénoms, leur état civil et leur adresse complète.

Ils joignent à leur demande :

1° un certificat délivré par le bourgmestre et revêtu du sceau communal. Le modèle de ce certificat figure à l'annexe I du présent arrêté;

2° une déclaration concernant la participation à l'examen de l'aptitude physique. Le modèle de cette déclaration figure à l'annexe II du présent arrêté;

3° un extrait de leur acte de naissance avec indication de la filiation;

4° éventuellement, un extrait de leur acte de mariage;

5° pour le candidat masculin : un certificat de milice;

6° les documents prouvant qu'ils possèdent ou pourront posséder, avant le début du cycle de formation pour lequel ils se sont inscrits, le diplôme ou certificat d'études visé à l'article 1er, 6°;

7° pour les candidats à un cycle de formation d'officier, licencié en droit : une copie conforme de leur diplôme de licencié en droit ou un certificat provisoire indiquant qu'ils ont réussi les examens finaux en vue de l'obtention du titre de licencié en droit ou, s'ils n'ont pas encore terminé leurs études, une déclaration indiquant qu'ils ont réussi les examens de la deuxième année de licence en droit.

Art. 14. Préalablement à l'examen en vue de vérifier s'il satisfait aux conditions visées à l'article 1er, 4°, le candidat doit remplir un questionnaire médical dont le modèle figure à l'annexe IV au présent arrêté.

Le questionnaire est joint à la convocation adressée au candidat l'invitant à se présenter audit examen. Ladite convocation précise que l'examen comporte une analyse sanguine et une analyse d'urine en vue de déterminer si le candidat remplit les conditions visées à l'article 1er, 4°.

Art. 15. Pour les candidats à un cycle de formation d'officier et d'officier polytechnicien, il est établi, par régime linguistique et par cycle de formation, un classement à l'issue des épreuves de recrutement.

Les candidats qui satisfont aux conditions d'admission sont classés dans l'ordre de la moyenne générale des points obtenus au concours d'admission visé à l'article 6, § 1er, alinéa 1er, 1°, calculée conformément à l'article 2 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée et aux critères fixés par le Ministre de l'Intérieur.

Sont classés en ordre utile les candidats dont le rang de classement ne dépasse pas le nombre visé à l'article 13, § 1er, alinéa 1er.

Art. 16. § 1er. Pour les candidats à un cycle de formation d'officier, licencié en droit, il est établi, par régime linguistique, un classement des candidats qui ont réussi l'épreuve sur les connaissances linguistiques visées à l'article 6, § 1er, deuxième alinéa.

Ils sont classés dans l'ordre de la moyenne générale des points obtenus, calculée conformément aux critères fixés par l'article 2 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée.

Le nombre de candidats admis à participer à l'épreuve sur les branches juridiques visées à l'article 6, § 1er, deuxième alinéa, ne peut être supérieur à dix fois le nombre visé à l'article 13, § 1er, alinéa premier.

## Afdeling 4. — Organisatie van de wervingsexamens

Art. 13. § 1. Jaarlijks bepaalt de Minister van Binnenlandse Zaken, per taalstelsel en per opleidingscyclus, hoeveel kandidaten tot de opleiding van officier, van officier-polytechnicus, van officier, licentiaat in de rechten en van keuronderofficier kunnen worden toegelaten.

Die aantallen worden vermeld in een in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt bericht waarbij eveneens de uiterste inschrijvingsdatum wordt meegedeeld.

§ 2. De kandidaten richten hun aanvraag tot inschrijving aan de door de Minister van Binnenlandse Zaken aangewezen overheid.

In hun aanvraag vermelden zij hun naam en voornamen, hun burgerlijke stand en volledig adres.

Zij voegen bij hun aanvraag :

1° een getuigschrift, afgegeven door de burgemeester met het zegel van de gemeente, waarvan het model voorkomt in bijlage I bij dit besluit;

2° een verklaring betreffende de deelneming aan het onderzoek naar de lichamelijke geschiktheid, waarvan het model voorkomt in bijlage II bij dit besluit;

3° een uittreksel uit hun geboorteakte met vermelding van de afstamming;

4° in voorkomend geval, een uittreksel uit hun huwelijksakte;

5° voor de mannelijke kandidaten : een militiegetuigschrift;

6° de documenten waaruit blijkt dat zij, vóór de aanvang van de opleidingscyclus waarvoor zij zich inschrijven, het in artikel 1, 6°, bedoelde diploma of studiegetuigschrift hebben behaald of kunnen behalen;

7° voor de kandidaten voor een opleidingscyclus van officier, licentiaat in de rechten : een voor eensluidend verklaard afschrift van het diploma van licentiaat in de rechten of een voorlopig getuigschrift waaruit blijkt dat zij geslaagd zijn voor het eindexamen voor het behalen van de graad van licentiaat in de rechten of, indien zij hun studie nog niet hebben voleindigd, een verklaring waaruit blijkt dat zij geslaagd zijn voor het examen over het tweede jaar van de licentie in de rechten.

Art. 14. Voorafgaand aan het onderzoek om na te gaan of hij voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 1, 4°, moet de kandidaat een medische vragenlijst invullen waarvan het model voorkomt in bijlage IV bij dit besluit.

Deze vragenlijst wordt gevoegd bij de oproeping die aan de kandidaat gericht wordt en waarbij hij uitgenodigd wordt zich aan te melden voor het bedoelde onderzoek. Deze oproeping vermeldt dat het onderzoek een bloed- en een urineanalyse omvat om vast te stellen of de kandidaat voldoet aan de voorwaarden bepaald bij artikel 1, 4°.

Art. 15. Voor de kandidaten voor een opleidingscyclus van officier en officier-polytechnicus wordt, na afloop van de wervingsexamens, per taalstelsel en per opleidingscyclus, een rangschikking opgemaakt.

De kandidaten die aan de voorwaarden voor toelating voldoen, worden gerangschikt in volgorde van het algemeen gemiddelde van de punten behaald bij het vergelijkend toelatingsexamen bedoeld in artikel 6, § 1, eerste lid, 1°. Dit gemiddelde wordt berekend op de wijze bepaald in artikel 2 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger en overeenkomstig de door de Minister van Binnenlandse Zaken bepaalde maatstaven.

Nuttig gerangschikt zijn de kandidaten wier rangschikingsnummer het in artikel 13, § 1, eerste lid, bedoelde aantal niet overschrijdt.

Art. 16. § 1. Voor de kandidaten voor een opleidingscyclus van officier, licentiaat in de rechten, wordt, per taalstelsel, een rangschikking opgemaakt van de kandidaten die geslaagd zijn voor het examen over de talenkennis, bedoeld in artikel 6, § 1, tweede lid.

Zij worden gerangschikt in volgorde van het algemeen gemiddelde van de behaalde punten, berekend op de wijze bepaald in artikel 2 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger.

Het aantal kandidaten dat mag deelnemen aan het examen over de rechtsvakken bedoeld in artikel 6, § 1, tweede lid, mag niet hoger zijn dan tien maal het aantal bedoeld in artikel 13, § 1, eerste lid.

§ 2. A l'issue des épreuves de recrutement, les candidats à un cycle de formation d'officier, licencié en droit, qui satisfont aux conditions d'admission, sont classés par régime linguistique, dans l'ordre de la moyenne générale des points obtenus au concours d'admission visé à l'article 6, § 1er, deuxième alinéa, calculée conformément à l'article 2 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée et aux critères fixés par le Ministre de l'Intérieur.

Sont classés en ordre utile les candidats dont le rang de classement ne dépasse pas le nombre visé à l'article 13, § 1er.

Art. 17. Les candidats à un cycle de formation d'officier qui ont subi avec succès les épreuves de recrutement et qui ne sont pas classés en ordre utile, peuvent toutefois être admis par le Ministre de l'Intérieur à un autre cycle de formation auquel ils se sont également inscrits lorsque, pour cet autre cycle de formation, le nombre de candidats classés en ordre utile est inférieur au nombre visé à l'article 13, § 1er.

Art. 18. Pour les candidats à un cycle de formation de sous-officier d'élite qui sont déclarés aptes par la commission de sélection, il est établi un classement par régime linguistique. Ils sont classés dans l'ordre de la moyenne générale des examens prévus à l'article 12, § 1er, 1° et 2°.

Sont classés en ordre utile les candidats dont le rang de classement ne dépasse pas le nombre visé à l'article 13, § 1er.

Art. 19. § 1er. Les noms des candidats qui sollicitent leur admission au cycle de formation de sous-officier subalterne sont inscrits dans l'ordre de la réception des demandes sur une liste établie par régime linguistique.

Le commandant de la gendarmerie, ou l'autorité désignée par lui, convoque les candidats aux épreuves de sélection en fonction des besoins de recrutement par régime linguistique et en respectant l'ordre des listes visées à l'alinéa 1er.

Sous réserve du § 4, les candidats qui sont déclarés aptes par la commission de sélection sont convoqués, en vue de leur admission au cycle de formation, selon l'ordre où ils figurent sur la liste visée à l'alinéa 1er.

§ 2. Les candidats déclarés aptes qui, pour un motif reconnu valable par le commandant de la gendarmerie ou par l'autorité que celui-ci désigne, se trouvent dans l'impossibilité de répondre à la convocation en vue de leur admission, sont convoqués pour une des admissions suivantes, compte tenu de la durée de l'indisponibilité invoquée.

Lorsque cette indisponibilité dure plus d'un an, le candidat doit à nouveau se présenter aux épreuves de sélection.

§ 3. En égard aux besoins en recrutement, le commandant de la gendarmerie peut clôturer les listes visées au § 1er, alinéa premier, et en conséquence, ne plus accepter d'inscription.

Cette décision est publiée au *Moniteur belge*.

Le commandant de la gendarmerie peut, pour les mêmes raisons et dans les mêmes formes, ouvrir à nouveau les listes.

§ 4. Les candidats qui ont été déclarés aptes par la commission de sélection et qui n'ont pas été convoqués en vue de leur admission au cycle de formation dans l'année qui suit cette décision, sont soumis à nouveau à l'examen de la personnalité visé à l'article 8, 3°.

## CHAPITRE II. - Cas de dispense

Art. 20. Les candidats à un cycle de formation d'officier ou de sous-officier d'élite qui ne se sont pas classés en ordre utile, sont dispensés de l'épreuve de sélection pour le cycle de formation de sous-officier subalterne pendant une durée d'un an à compter de la notification du non classement en ordre utile.

§ 2. Na afloop van de wervingsexamens, worden de kandidaten voor een opleidingscyclus van officier, licentiaat in de rechten, die aan de voorwaarden voor toelating voldoen, per taalstelsel gerangschikt, in volgorde van het algemeen gemiddelde van de punten behaald bij het vergelijkend toelatingsexamen bedoeld in artikel 6, § 1, tweede lid. Dit gemiddelde wordt berekend op de wijze bepaald in artikel 2 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger en overeenkomstig de door de Minister van Binnenlandse Zaken bepaalde maatstaven.

Nuttig gerangschikt zijn de kandidaten wier rangschikingsnummer het in artikel 13, § 1, bedoelde aantal niet overschrijdt.

Art. 17. De kandidaten voor een opleidingscyclus van officier die geslaagd zijn voor de wervingsexamens en niet nuttig gerangschikt zijn, kunnen door de Minister van Binnenlandse Zaken evenwel toegelaten worden tot een andere opleidingscyclus waarvoor zij zich eveneens ingeschreven hebben, wanneer voor die andere opleidingscyclus, het aantal nuttig gerangschikte kandidaten lager is dan het aantal bedoeld in artikel 13, § 1.

Art. 18. Voor de kandidaten voor een opleidingscyclus van keuonderofficier die door de selectiecommissie geschikt worden bevonden, wordt, per taalstelsel, een rangschikking opgemaakt. Zij worden gerangschikt in volgorde van het algemeen gemiddelde van de punten behaald voor de in artikel 12, § 1, 1° en 2°, bepaalde examens.

Nuttig gerangschikt zijn de kandidaten wier rangschikingsnummer het in artikel 13, § 1, bedoelde aantal niet overschrijdt.

Art. 19. § 1. De namen van de kandidaten die vragen toegelaten te worden tot de opleidingscyclus van lager onderofficier, worden, in volgorde van de ontvangst van de aanvragen en per taalstelsel, ingeschreven op een lijst.

De commandant van de rijkswacht of de door hem aangewezen overheid roept de kandidaten op voor het selectieonderzoek in volgorde van de in het eerste lid bedoelde lijsten en volgens de wervingsbehoeften per taalstelsel.

Onder voorbehoud van § 4, worden de kandidaten die door de selectiecommissie geschikt worden bevonden, in de volgorde waarin zij op de in het eerste lid bedoelde lijsten voorkomen, opgeroepen met het oog op hun toelating tot de opleidingscyclus.

§ 2. De geschikt bevonden kandidaten die wegens een door de commandant van de rijkswacht of door de door hem aangewezen overheid aanvaarde reden in de onmogelijkheid verkeren de oproep tot toelating te beantwoorden, worden, rekening houdend met de duur van de ingeroepen onbeschikbaarheid, opgeroepen voor een van de volgende toelatingen.

Indien deze onbeschikbaarheid langer duurt dan een jaar, moet de kandidaat zich opnieuw aanmelden voor het selectieonderzoek.

§ 3. Op grond van de wervingsbehoeften, kan de commandant van de rijkswacht de in § 1, eerste lid, bedoelde lijsten afsluiten en dus verdere inschrijvingen weigeren.

Deze beslissing wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

De commandant van de rijkswacht kan om dezelfde reden en op dezelfde wijze deze lijsten heropenen.

§ 4. De kandidaten die door de selectiecommissie geschikt werden bevonden en die niet binnen een jaar na die beslissing werden opgeroepen met het oog op hun toelating tot de opleidingscyclus, worden opnieuw onderworpen aan het in artikel 8, 3°, bedoelde persoonlijkheidsonderzoek.

## HOOFDSTUK II. - Gevallen van vrijstelling

Art. 20. De kandidaten voor een opleidingscyclus van officier of van keuonderofficier, die zich niet nuttig kunnen rangschikken, worden vrijgesteld van het selectieonderzoek voor de opleidingscyclus van lager onderofficier, voor een termijn van één jaar te rekenen vanaf de kennisgeving van de niet-nuttige rangschikking.

Art. 21. § 1er. L'élève d'une école de gendarmerie qui sollicite son admission à un autre cycle de formation est dispensé de la condition fixée à l'article 1er, 5° et est censé satisfaire aux autres conditions générales d'admission fixées à l'article 1er; il doit toutefois satisfaire aux autres conditions particulières d'admission à ce cycle, sauf dans les cas prévus aux paragraphes 2 et 3.

§ 2. Le candidat sous-officier subalterne qui sollicite son admission au cycle de formation de sous-officier d'élite, est dispensé de l'examen prévu à l'article 8, alinéa 1er, 2°. Il doit toutefois terminer avec fruit la formation de sous-officier subalterne avant d'être admis effectivement.

§ 3. Le candidat officier qui a perdu cette qualité et sollicite son admission à un cycle de formation de sous-officier d'élite ou subalterne, est dispensé de l'examen de sélection prévu à l'article 8 et des conditions particulières fixées à l'article 12, § 1er.

Le candidat sous-officier d'élite qui a perdu cette qualité et qui sollicite son admission au cycle de formation de sous-officier subalterne, est dispensé de l'examen de sélection prévu à l'article 8, alinéa premier.

Art. 21bis. Le membre du personnel de carrière qui sollicite son admission à un cycle de formation est censé satisfaire aux conditions générales d'admission fixées à l'article 1er, 1° à 4° et 6°; il doit toutefois satisfaire aux autres conditions d'admission à ce cycle. Le sous-officier subalterne, candidat à un cycle de formation de sous-officier d'élite est en outre dispensé de l'examen de sélection prévu à l'article 8, alinéa premier, 2°.

### CHAPITRE III. — L'admission aux cycles de formation

Art. 21ter. Le commandant de la gendarmerie ou l'autorité qu'il désigne notifie par écrit aux candidats qu'ils peuvent ou non être admis à un cycle de formation.

Il convoque, au jour et à l'endroit qu'il détermine, les candidats admissibles.

Art. 21quater. Au jour fixé en application de l'article 21ter et après avoir pris connaissance des dispositions de l'article 1er, § 1er, de la loi du 27 décembre 1973, les candidats sont admis au cycle de formation.

Cette admission entraîne de plein droit le commissionnement au grade de gendarme.

Toutefois, le candidat qui, avant son admission à la gendarmerie, a servi à l'armée en qualité d'officier ou de sous-officier de carrière ou de complément, est commissionné au grade de maréchal des logis s'il a accompli au moins deux ans de service actif depuis sa nomination au grade de sergent ou à un grade plus élevé.

Il en va de même pour le candidat qui a déjà accompli deux ans de service actif après la formation de base comme fonctionnaire de police d'un autre service de police générale.

Art. 21quinquies. L'ancienneté relative des élèves est fixée par le commandant de la gendarmerie, compte tenu, en ce qui concerne les officiers et les sous-officiers d'élite, du classement établi conformément à l'article 15, 16 ou 18 et en ce qui concerne les sous-officiers subalternes, de la date d'inscription de leur demande d'admission au cycle de formation ou des résultats obtenus aux épreuves imposées en vue du commissionnement à un grade.

Art. 3. A l'article 39 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2 est complété comme suit :

"4° au candidat dont un médecin du service médical de la gendarmerie constate, sur base notamment du questionnaire visé à l'article 14, qu'il a sciemment dissimulé l'existence d'une cause d'inaptitude médicale visée

Art. 21. § 1. De leerling van een school die vraagt om toegelaten te worden tot een andere opleidingscyclus, wordt vrijgesteld van de in artikel 1, 5° gestelde voorwaarde en wordt geacht te voldoen aan de andere bij artikel 1 gestelde algemene voorwaarden voor toelating; hij moet evenwel voldoen aan de bijzondere voorwaarden voor toelating tot deze cyclus, behalve in de gevallen bedoeld in de paragrafen 2 en 3.

§ 2. De kandidaat-lager onderofficier die vraagt om toegelaten te worden tot de opleidingscyclus van keuronderofficier, wordt vrijgesteld van het in artikel 8, eerste lid, 2° bedoelde onderzoek. Hij moet evenwel met vrucht de vorming van lager onderofficier beëindigen alvorens daadwerkelijk te kunnen worden toegelaten.

§ 3. De kandidaat-officier die deze hoedanigheid heeft verloren en gevraagd heeft toegelaten te worden tot een opleidingscyclus van keur- of lager onderofficier, wordt vrijgesteld van het in artikel 8 bedoelde selectieonderzoek en van de in artikel 12, § 1, gestelde bijzondere voorwaarden.

De kandidaat-keuronderofficier die deze hoedanigheid heeft verloren en gevraagd heeft toegelaten te worden tot de opleidingscyclus van lager onderofficier, wordt vrijgesteld van het in artikel 8, eerste lid, bedoelde selectieonderzoek.

Art. 21bis. Het lid van het beroepspersoneel dat vraagt om tot een opleidingscyclus toegelaten te worden, wordt geacht te voldoen aan de bij artikel 1, 1° tot 4° en 6° gestelde algemene voorwaarden voor toelating; het moet evenwel voldoen aan de andere voorwaarden voor toelating tot deze cyclus. De lager onderofficier, kandidaat voor een opleidingscyclus van keuronderofficier, wordt bovendien vrijgesteld van het in artikel 8, eerste lid, 2°, bedoelde selectieonderzoek.

### HOOFDSTUK III. — De toelating tot de opleidingscyclussen

Art. 21ter. De commandant van de rijkswacht of de door hem aangewezen overheid geeft er de kandidaten schriftelijk kennis van dat zij al dan niet tot een opleidingscyclus kunnen worden toegelaten.

Hij roept de toelaatbare kandidaten op voor de dag en op de plaats die hij bepaalt.

Art. 21quater. Op de in uitvoering van artikel 21ter vastgestelde dag en na kennis te hebben genomen van de bepalingen van artikel 1, § 1, van de wet van 27 december 1973, worden de kandidaten toegelaten tot de opleidingscyclus.

Deze toelating brengt van rechtswege de aanstelling in de graad van rijkswachter met zich mee.

De kandidaat die voor zijn toelating tot de rijkswacht bij het leger gediend heeft als beroepsofficier of -onderofficier of als aanvullingsofficier of -onderofficier, wordt evenwel aangesteld in de graad van wachtmeester, zo hij, sinds zijn benoeming in de graad van sergeant of in een hogere graad, ten minste twee jaar werkelijke dienst heeft vervuld.

Hetzelfde geldt voor de kandidaat die, na de basisvorming, reeds twee jaar werkelijke dienst heeft vervuld als politicambtenaar van een andere algemene politiedienst.

Art. 21quinquies. De betrekkelijke anciënniteit van de leerlingen wordt bepaald door de commandant van de rijkswacht, rekening houdend, wat de officieren en de keuronderofficiëren betreft, met de rangschikking opgesteld op de wijze bepaald in artikel 15, 16 of 18 en, wat de lager onderofficiëren betreft, met de datum van inschrijving van hun aanvraag tot toelating tot de opleidingscyclus of met de uitslagen behaald voor de examens die voor de aanstelling in een graad opgelegd zijn.

Art. 3. In artikel 39 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt aangevuld als volgt :

"4° aan de kandidaat, waarvan een geneesheer van de medische diens van de rijkswacht aan de hand van o.a. de in artikel 14 bedoelde vragenlijst vaststelt dat hij wetens een grond van medische ongeschiktheid

dans l'arrêté royal du 5 novembre 1971 fixant les critères d'aptitudes au service militaire des miliciens ainsi qu'au service des autres militaires et du personnel de la gendarmerie et dans l'arrêté royal du 22 mars 1979 relatif aux critères médicaux d'aptitudes et aux examens médicaux d'admission au corps opérationnel de la gendarmerie, alors que cette cause d'inaptitude médicale existait avant l'admission à un cycle de formation.”;

2° au § 4, les mots "ou de candidat sous-officier d'élite" sont supprimés;

3° le § 5 est abrogé;

4° le § 6 est remplacé par la disposition suivante :

" § 5. Le commandant de la gendarmerie statue sur les demandes visées au § 4 et détermine éventuellement la partie du cycle de formation dont le candidat est dispensé."

Art. 4. A l'article 40, 4° du même arrêté les mots "ou le candidat sous-officier d'élite" sont supprimés.

Art. 5. L'article 43 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 43. Après la période de formation que le Ministre de l'Intérieur détermine, les candidats sous-officiers d'élite et les candidats sous-officiers subalternes sont commissionnés au grade de brigadier par le commandant de la gendarmerie."

Art. 6. L'article 46 du même arrêté est abrogé.

Art. 7. L'annexe II du même arrêté est remplacée par celle annexée au présent arrêté.

Il est ajouté au même arrêté une annexe III et une annexe IV également annexées au présent arrêté.

#### CHAPITRE III. — Modifications de l'arrêté royal du 22 mars 1979 relatif aux critères médicaux d'aptitude et aux examens médicaux d'admission au corps opérationnel de la gendarmerie

Art. 8. L'article 6 de l'arrêté royal du 22 mars 1979 relatif aux critères médicaux d'aptitude et aux examens médicaux d'admission au corps opérationnel de la gendarmerie, modifié par les arrêtés royaux des 20 juillet 1981 et 6 janvier 1985, est remplacé par la disposition suivante :

"Article. 6. Sont considérés comme médicalement aptes, les candidats à l'admission à un cycle de formation ou les élèves qui obtiennent le profil médical minimum suivant :

|   |   |   |   |   |   |   |     |
|---|---|---|---|---|---|---|-----|
| P | S | I | V | C | A | M | E   |
| 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 1 | 2." |

Art. 9. L'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 1981, est remplacé par la disposition suivante :

"Article. 7. § 1er. Le candidat à l'admission à un cycle de formation ou l'élève dont la notation P3 est justifiée exclusivement par une anomalie de la colonne vertébrale est considéré comme étant médicalement apte.

§ 2. Ce candidat ou cet élève ne peut toutefois exercer une fonction de cavalier. Au sein des unités spéciales de police de la route ou dans des unités spéciales de surveillance ou de protection, il ne peut exercer que des fonctions non opérationnelles.

Le commandant de la gendarmerie peut déterminer d'autres emplois pour lesquels ce candidat ou cet élève est à considérer comme médicalement inapte.

heeft verzwegen die vermeld is in het koninklijk besluit van 5 november 1971 tot vaststelling van de keuringscriteria inzake medische geschiktheid voor de militaire dienst van de dienstplichtigen evenals voor de dienst van de andere militairen en van het personeel van de rijkswacht en in het koninklijk besluit van 22 maart 1979 betreffende de medische geschiktheidscriteria en de medische onderzoeken voor toelating tot het operationeel korps van de rijkswacht, en die reeds bestond vóór de toelating tot de opleidingscyclus.”;

2° in § 4 worden de woorden "of kandidaat-keuronderofficier" geschrapt;

3° § 5 wordt opgeheven;

4° § 6 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 5. De commandant van de rijkswacht beslist over de in § 4 bedoelde aanvragen en bepaalt eventueel het gedeelte van de opleidingscyclus waarvan de kandidaat is vrijgesteld."

Art. 4. In artikel 40, 4° van hetzelfde besluit worden de woorden "of de kandidaat-keuronderofficier" geschrapt.

Art. 5. Artikel 43 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 43. Na de periode van de vorming die de Minister van Binnenlandse Zaken bepaalt, worden de kandidaat-keuronderofficieren en de kandidaat-lager onderofficieren door de commandant van de rijkswacht aangesteld in de graad van brigadier."

Art. 6. Artikel 46 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 7. De bijlage II bij hetzelfde besluit wordt vervangen door die welke bij dit besluit is gevoegd.

Aan hetzelfde besluit worden een bijlage III en een bijlage IV toegevoegd, welke eveneens bij dit besluit worden gevoegd.

#### HOOFDSTUK III. — Wijzigingen van het koninklijk besluit van 22 maart 1979 betreffende de medische geschiktheidscriteria en de medische onderzoeken voor toelating tot het operationeel korps van de rijkswacht

Art. 8. Artikel 6 van het koninklijk besluit van 22 maart 1979 betreffende de medische geschiktheidscriteria en de medische onderzoeken voor toelating tot het operationeel korps van de rijkswacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 juli 1981 en 6 januari 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel. 6. Worden medisch geschikt geacht, de kandidaten voor toelating tot een opleidingscyclus of de leerlingen die volgend minimum medisch profiel behalen :

|   |   |   |   |   |   |   |     |
|---|---|---|---|---|---|---|-----|
| P | S | I | V | C | A | M | E   |
| 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 1 | 2." |

Art. 9. Artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 1981, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel. 7. § 1. De kandidaat voor toelating tot een opleidingscyclus of de leerling waarvan het cijfer P3 uitsluitend gerechtvaardigd is door een afwijking van de wervelkolom, wordt geacht medisch geschikt te zijn.

§ 2. Deze kandidaat of deze leerling mag evenwel geen bediening van ruiter bekleden. Binnen de bijzondere eenheden belast met de wegpolicie of de bijzondere eenheden belast met toezicht of bescherming, mag hij enkel niet-operationele bedieningen bekleden.

De commandant van de rijkswacht mag andere bedieningen bepalen waarvoor deze kandidaat of leerling medisch ongeschikt wordt geacht.

§ 3. Le candidat à l'admission ou l'élève est informé, par écrit, de ces limitations de carrière respectivement, par la commission de sélection visée à l'article 9 de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, et ce avant son admission, ou par son chef de corps."

CHAPITRE IV. — Modifications de l'arrêté royal du 5 novembre 1971 fixant les critères d'aptitude médicale au service militaire des miliciens ainsi qu'au service des autres militaires et du personnel de la gendarmerie

Art. 10. Au tableau des maladies et infirmités qui entraînent l'incapacité au service militaire des miliciens ainsi qu'au service des autres militaires et du personnel de la gendarmerie, annexé à l'arrêté royal du 5 novembre 1971 fixant les critères d'aptitude médicale au service militaire des miliciens ainsi qu'au service des autres militaires et du personnel de la gendarmerie, sont apportées les modifications suivantes :

1° il est introduit, dans le Chapitre Ier, section 3, intitulée "infections et maladies parasitaires", dans la colonne 1, une rubrique 131bis en regard de laquelle sont ajoutés :

- dans la colonne 2, le mot "SIDA";
- dans la colonne 4, les mots "les personnes atteintes du SIDA sont incapables pour la gendarmerie";
- dans la colonne 7, une croix;
- dans la colonne 10, une croix;

2° quant au critère 352 :  
au deuxième point de la colonne 4, les mots "1m68" sont remplacés par les mots "1 m 63".

CHAPITRE V. — Dispositions transitoires et finales

Art. 11. § 1er. Les candidatures pour le cycle de formation de sous-officier subalterne, des porteurs d'un diplôme ou d'un certificat d'études au moins équivalent à ceux qui sont pris en considération pour le recrutement des agents de niveau 3 dans les administrations de l'Etat, seront prises en considération jusqu'au 1er janvier 1996.

Les candidats concernés doivent, avant d'être convoqués à l'examen de sélection visé à l'article 8 de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, réussir une épreuve linguistique et scientifique.

Cette épreuve est présentée devant un jury constitué par le commandant de la gendarmerie.

Elle a trait à certaines matières de l'enseignement secondaire inférieur, est écrite et comprend :

- 1° une épreuve de mathématique;
- 2° une épreuve d'orthographe et de maîtrise de la langue.

§ 2. Les candidats disposent d'un temps maximum de :

- 1° 60 minutes pour l'épreuve de mathématique;
- 2° 60 minutes pour l'épreuve d'orthographe et de maîtrise de la langue.

La partie de l'épreuve portant sur l'orthographe consiste en la correction de phrases dans lesquelles apparaissent des fautes d'orthographe.

L'épreuve portant sur la maîtrise de la langue a trait à la signification et à la fonction du mot dans la phrase.

Pour réussir, le candidat doit obtenir :

- 1° la moitié des points pour l'épreuve de mathématique;
- 2° la moitié des points pour l'épreuve d'orthographe et de maîtrise de la langue.

§ 3. De kandidaat voor toelating of de leerling wordt van deze loopbaanbeperking schriftelijk in kennis gesteld, respectievelijk door de selectiecommissie bedoeld in artikel 9 van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, en dit alvorens toegelaten te worden, of door zijn korpscommandant."

HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen van het koninklijk besluit van 5 november 1971 tot vaststelling van de keuringscriteria inzake medische geschiktheid voor de militaire dienst van de dienstplichtigen evenals voor de dienst van de andere militairen en van het personeel van de rijkswacht

Art. 10. In de tabel der ziekten en lichaamsgebreken die aanleiding geven tot ongeschiktheid voor de militaire dienst van de dienstplichtigen evenals voor de dienst van de andere militairen en van het personeel van de rijkswacht, als bijlage bij het koninklijk besluit van 5 november 1971 tot vaststelling van de keuringscriteria inzake medische geschiktheid voor de militaire dienst van de dienstplichtigen evenals voor de dienst van de andere militairen en van het personeel van de rijkswacht, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder Hoofdstuk I, sectie 3, met als opschrift "infectieziekten en parasitaire ziekten" wordt, onder kolom 1, een rubriek 131bis ingevoegd met daarnaast de volgende vermeldingen :

- in kolom 2, het woord "AIDS";
- in kolom 4, de woorden "de personen die getroffen zijn door de AIDS-ziekte zijn ongeschikt voor de rijkswacht";
- in kolom 7, een kruis;
- in kolom 10, een kruis;

2° wat het criterium 352 betreft :  
in kolom 4 worden in het tweede punt, de woorden "1m68" vervangen door de woorden "1 m 63".

HOOFDSTUK V. — Overgangs- en slothepalingen

Art. 11. § 1. De candidaturen voor de opleidingscyclus van lager onderofficier van de houders van een diploma of studiegetuigschrift dat ten minste gelijkwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 3 bij de Rijksbesturen, zullen tot 1 januari 1996 in aanmerking worden genomen.

De betrokken kandidaten moeten, vooraleer zij opgeroepen worden voor het in artikel 8 van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht bedoelde selectieonderzoek, slagen voor een taal- en wetenschappelijk examen.

Dit examen wordt afgelegd voor een examencommissie waarvan de samenstelling bepaald wordt door de commandant van de rijkswacht.

Het examen handelt over bepaalde materies van het lager secundair onderwijs, is schriftelijk en omvat :

- 1° een examen over wiskunde;
- 2° een examen over spelling en taalbeheersing.

§ 2. De tijd waarover de kandidaten beschikken bedraagt maximum :  
1° 60 minuten voor het examen over wiskunde;

2° 60 minuten voor het examen over spelling en taalbeheersing.

Het examenedeelte over de spelling bestaat in het verbeteren van volzinnen waarin spelfouten voorkomen.

Het taalbeheersingsexamen handelt over de betekenis en de functie van het woord in de volzin.

Om te slagen dient de kandidaat :

- 1° de helft van de punten te behalen voor het examen over wiskunde;
- 2° de helft van de punten te behalen voor het examen over spelling en taalbeheersing.

**Art. 12.** Les candidats à un cycle de formation de sous-officiers d'élite ou subalterne qui, sur base des dispositions en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ont subi un échec définitif, ne peuvent introduire une nouvelle candidature qu'une seule fois.

Dans ce cas, un délai d'un an au moins doit s'être écoulé entre la notification de leur dernier échec et l'introduction de leur nouvelle candidature.

**Art. 13. § 1er.** Les conditions de recrutement fixées par le présent arrêté, sont d'application aux candidats pour un cycle de formation d'officier ou de sous-officier d'élite qui s'inscrivent ou se sont inscrits avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour un cycle de formation qui débute dans le courant du deuxième semestre de 1993.

§ 2. Les candidats à un cycle de formation de sous-officier subalterne qui, avant le 1er avril 1993, ont déjà participé aux épreuves de recrutement et à l'égard desquels aucune décision sur l'admission n'a encore été prise à cette date, restent soumis à la réglementation en vigueur avant le 1er avril 1993.

Il en va de même pour les candidats à un cycle de formation à l'égard desquels une décision positive a été prise avant le 1er avril 1993.

**Art. 14.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er avril 1993, à l'exception de l'article 10, 2°, qui produit ses effets le 1er janvier 1993.

**Art. 15.** Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mai 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

L. TOBBACK

**Art. 12.** De kandidaten voor een opleidingscyclus van keur- of lager onderofficier die op grond van de bepalingen van kracht vóór de inwerkingtreding van dit besluit definitief werden afgewezen, mogen nog slechts éénmaal een nieuwe kandidatuur indienen.

In dit geval dient er ten minste één jaar verlopen te zijn tussen de kennisgeving van hun laatste afwijzing en het indienen van hun nieuwe kandidatuur.

**Art. 13. § 1.** De wervingsvoorwaarden bepaald in dit besluit zijn van toepassing op de kandidaten voor een opleidingscyclus van officier of keuronderofficier die zich, vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, inschrijven of ingeschreven hebben voor een opleidingscyclus die aanvangt in de loop van het tweede semester van 1993.

§ 2. De kandidaten voor een opleidingscyclus van lager onderofficier die vóór 1 april 1993 hebben deelgenomen aan de wervingsexamens en ten aanzien van wie op die datum nog geen beslissing inzake de toelating is genomen, blijven onderworpen aan de reglementering van kracht vóór 1 april 1993.

Hetzelfde geldt voor de kandidaten voor een opleidingscyclus ten aanzien van wie reeds vóór 1 april 1993 een positieve beslissing werd genomen.

**Art. 14.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 1993, met uitzondering van artikel 10, 2°, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1993.

**Art. 15.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 mei 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. TOBBACK

Annexe II à l'arrêté royal du 9 avril 1979

#### Déclaration

Je soussigné, (nom, prénom, lieu et date de naissance) .....  
 déclare avoir pris connaissance de la nature de l'examen de l'aptitude physique de candidat au cycle de formation de .....  
 et du fait que la participation à cet examen peut présenter certains risques eu égard à l'état physique du candidat au moment de l'examen. Je désire cependant participer à cet examen et j'assume la responsabilité des dommages pouvant résulter pour moi de la simple exécution, dans des conditions normales, des prestations exigées dans le cadre de cet examen.

(signature)

Fait à ....., le ..... 19..



Pour les candidats âgés de moins de 18 ans

Nous (je) soussigné(e)(s) .....  
 qui exer(ce)(çons) l'autorité parentale à l'égard de la personne citée ci-dessus déclar(e)(ons) consentir à sa participation à  
 l'examen de l'aptitude physique de candidat au cycle de formation de .....  
 .....  
 dans les conditions reprises dans la présente déclaration.

(signature(s))

Fait à ....., le .....19..

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 4 mai 1993.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

**L. TOBBACK**

Bijlage II bij het koninklijk besluit van 9 april 1979

**Verklaring**

Ik ondergetekende, (naam, voornaam, plaats en datum van geboorte) .....  
 .....  
 erken op de hoogte te zijn van de aard van het onderzoek naar de lichamelijke geschiktheid van kandidaat voor de  
 opleidingscyclus van .....  
 .....  
 Ik weet dat de deelneming aan dit onderzoek sommige risico's kan inhouden gelet op de gezondheidstoestand van de  
 kandidaat op het ogenblik van het onderzoek. Ik wens er toch aan deel te nemen en aanvaard de verantwoordelijkheid voor  
 de schade die ik zou kunnen oplopen ingevolge de loutere uitvoering in normale omstandigheden van de prestaties die in  
 dat raam geleverd worden.

(handtekening)

Gedaan te ....., op ..... 19..

Voor de kandidaten beneden de 18 jaar

Ondergetekende(n) .....  
die het ouderlijk gezag uitoefent(en) over de hierboven vermelde persoon, gaat(gaan) akkoord met zijn (haar) deelneming  
aan het onderzoek naar de lichamelijke geschiktheid van kandidaat voor de opleidingscyclus van .....  
.....  
onder de voorwaarden bepaald in deze verklaring.

(handtekening(en))

Gedaan te ....., op .....19..

Gezichten om gevoegd te worden bij Ons besluit van 4 mei 1993.

ROUDEWIJN

Van Koningswege .

De Minister van Binnenlandse Zaken,

I. TOBBACK

Annexe III à l'arrêté royal du 9 avril 1979

#### Examen de l'aptitude physique

Les candidats réalisent un "STEP-TEST" qui consiste à monter et descendre, pendant 6 minutes, une marche d'une hauteur de 33,3 cm, à la fréquence de vingt mouvements par minute.

Le test se déroule en présence d'un médecin qui s'est assuré, au préalable, de la normalité de l'examen clinique cardio-pulmonaire et de l'électrocardiogramme (ECG) au repos.

Le tracé ECG est suivi pendant toute la durée de l'épreuve.

La fréquence cardiaque à la sixième minute est intégrée avec les qualités biométriques de l'individu. Ces données permettent de calculer une consommation maximale d'oxygène, cette dernière étant le reflet de la condition physique (aérobie) du sujet testé.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 4 mai 1993.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

I. TOBBACK

Bijlage III bij het koninklijk besluit van 9 april 1979

—

**Onderzoek naar de lichamelijke geschiktheid**

—

De kandidaten leggen een "STEP-TEST" af, die erin bestaat gedurende 6 minuten met een frequentie van twintig bewegingen per minuut van een trede van 33,3 cm hoog op- en af te stappen.

De test heeft plaats in aanwezigheid van een geneesheer, die vooraf gecontroleerd heeft of het klinisch cardio-pulmonair onderzoek en het elektrocardiogram (ECG) in rust, normaal zijn.

Het verloop van het ECG wordt gedurende de volledige duur van de test gevolgd.

De hartfrequentie op de zesde minuut wordt bij de biometrische kwaliteiten van het individu gevoegd. Deze gegevens laten toe het maximaal zuurstofverbruik te berekenen dat de weergave is van de fysieke toestand (aëroob) van de geteste persoon.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 4 mei 1993.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

**L. TOBBACK**

## Annexe IV à l'arrêté royal du 9 avril 1979

GENDARMERIE  
SERVICE MEDICAL

NOM : .....  
Prénom : .....  
Date de naissance : .....  
Adresse : ..... Tel : .....  
Profession : .....

## INTERROGATOIRE MEDICAL

- Ce questionnaire est très important !
- Au cas où vous ne seriez pas en mesure de le remplir correctement, faites vous aider, par exemple par vos parents ou votre médecin traitant.
- Si vous souhaitez souligner l'importance de certaines affections, un certificat de votre médecin traitant peut être fort utile (à produire lors de la visite médicale)

1. Avez-vous déjà séjourné dans un hôpital ou une clinique pour une mise en observation, un traitement médical, une opération OU un accident ? .....

Si oui, pour quel(s) motif(s) et en quelle année ?

1. .... année : .....  
2. .... année : .....  
3. .... année : .....  
4. .... année : .....  
5. .... année : .....

2. Avez-vous subi un ou plusieurs accidents (fractures, entorses, etc ...) n'ayant pas nécessité d'hospitalisation ? ...

Si oui, en quelle année et quel était le diagnostic ?

1. .... année : .....  
2. .... année : .....  
3. .... année : .....  
4. .... année : .....

3. Etes-vous allergique à certains médicaments ou certains produits ? .....

Si oui, le(s)quel(s) ? .....

4. Portez-vous un appareil orthopédique ou une prothèse ? .....

Le ou laquelle ? .....

5. Fumez-vous ? ..... Combien de cigarettes ? .....  
Quelle est votre consommation habituelle d'alcool (vin, bière, alcool) ? .....

6. Souffrez-vous ou avez-vous souffert de l'une des maladies reprises ci-dessous ?  
Veuillez noircir le petit rond soit dans la colonne «Oui», soit dans la colonne «Non»  
Si vous répondez par «Oui» ajoutez l'année.  
Si vous en souffrez encore, noircissez également le rond dans la colonne «Act»  
 («Act» = actuellement).

| a. YEUX  | Oui | Année | Act | Non   | Lesquelles ? ..... |
|--|-----|-------|-----|-------|--------------------|
| Maladies des yeux, blessure aux yeux,<br>opération aux yeux          | O   | ..... | O   | ..... | .....              |
| Portez-vous des verres de contact<br>(pour lunettes ne rien remplir) | O   | ..... | O   | ..... | .....              |
| Vue anormalement faible le soir<br>ou la nuit ?                      | O   | ..... | O   | ..... | .....              |

| b. NEZ, GORGE, OREILLES   |  | Oui | Année | Act | Non | Lesquelles ? .....                                |       |       |     |   |
|---|--|-----|-------|-----|-----|---|-------|-------|-----|---|
| Maladies du nez, de la gorge, des oreilles  |  | 0   | ..... | 0   | 0   | .....   |       |       |     |   |
| Otites  |  | 0   | ..... | 0   | 0   | .....   |       |       |     |   |
| Sinusite  |  | 0   | ..... | 0   | 0   | .....   |       |       |     |   |
| c. MEDECINE GENERALE  |  | Oui | Année | Act | Non | Oui   | Année | Act   | Non |   |
| Asthme  |  | 0   | ..... | 0   | 0   | Jaunisse  | 0     | ..... | 0   | 0 |
| Tuberculose   |  | 0   | ..... | 0   | 0   | Maladie des os                                    | 0     | ..... | 0   | 0 |
| Pleurésie   |  | 0   | ..... | 0   | 0   | Rhumatisme articulaire avec fièvre                | 0     | ..... | 0   | 0 |
| Bronchite ou autre maladie des poumons  |  | 0   | ..... | 0   | 0   | Maladie des reins (par exemple pierres aux reins) | 0     | ..... | 0   | 0 |
| Maladie du coeur  |  | 0   | ..... | 0   | 0   | Albumine dans les urines                          | 0     | ..... | 0   | 0 |
| Ulcère de l'estomac ou du duodénum  |  | 0   | ..... | 0   | 0   | Sucre dans les urines                             | 0     | ..... | 0   | 0 |
| Maladie de l'intestin   |  | 0   | ..... | 0   | 0   | Diphtérie (croup)                                 | 0     | ..... | 0   | 0 |
| Maladie du foie ou de la vésicule   |  | 0   | ..... | 0   | 0   | Oreillons   | 0     | ..... | 0   | 0 |
| Goître  |  | 0   | ..... | 0   | 0   | Rougeole  | 0     | ..... | 0   | 0 |
| Maladie du sang   |  | 0   | ..... | 0   | 0   | Scarlatine  | 0     | ..... | 0   | 0 |
| Pipi au lit après l'âge de 8 ans  |  | 0   | ..... | 0   | 0   | Autres maladies, lesquelles ? .....               |       |       |     |   |
| d. NEURO-PSYCH.   |  | Oui | Année | Act | Non | Oui   | Année | Act   | Non |   |
| Fracture du crâne ou commotion cérébrale  |  | 0   | ..... | 0   | 0   | Névralgies  | 0     | ..... | 0   | 0 |
| Coma  |  | 0   | ..... | 0   | 0   | Depression (épuiement)                            | 0     | ..... | 0   | 0 |
| Epilepsie, convulsions  |  | 0   | ..... | 0   | 0   | Insomnie  | 0     | ..... | 0   | 0 |
| Meningite   |  | 0   | ..... | 0   | 0   | Somnambulisme                                     | 0     | ..... | 0   | 0 |
| Paralysie(s)  |  | 0   | ..... | 0   | 0   | Cauchemars  | 0     | ..... | 0   | 0 |
| Maladies des nerfs, névrite   |  | 0   | ..... | 0   | 0   | Anxiété   | 0     | ..... | 0   | 0 |
| Maux de tête fréquents ou violents (migraine)   |  | 0   | ..... | 0   | 0   | Nervosité   | 0     | ..... | 0   | 0 |
| Vertiges  |  | 0   | ..... | 0   | 0   | Crises de colère                                  | 0     | ..... | 0   | 0 |
| Syncope (perte de conscience)   |  | 0   | ..... | 0   | 0   | Crises nerveuses                                  | 0     | ..... | 0   | 0 |
| Pertes de mémoire   |  | 0   | ..... | 0   | 0   | Tics, tremblements                                | 0     | ..... | 0   | 0 |
| Maladies nerveuses  |  | 0   | ..... | 0   | 0   | Bégaiements                                       | 0     | ..... | 0   | 0 |
|   |  |     |       |     |     | Mal de mer, mal des voyages                       | 0     | ..... | 0   | 0 |
|   |  |     |       |     |     | Tendance à la boisson                             | 0     | ..... | 0   | 0 |
| Avez-vous déjà été placé dans une maison de rééducation ou dans une maison de repos ? OUI - NON (biffer la mention inutile)   |  |     |       |     |     | Où ? .....  |       |       |     |   |
|   |  |     |       |     |     | Pour une durée de .....                           |       |       |     |   |
|   |  |     |       |     |     | Libéré à quelle date ? .....                      |       |       |     |   |
| Avez-vous régulièrement eu de mauvais résultats scolaires ou des conflits avec les professeurs ou condisciples, vos employeurs ou collègues de travail ? Des conflits familiaux ? OUI - NON (biffer la mention inutile) |  |     |       |     |     |   |       |       |     |   |

J'affirme que la présente déclaration est sincère et complète.

Date : .....

Signature : .....

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 4 mai 1993.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur.

L. TOBBACK

Bijlage IV bij het koninklijk besluit van 9 april 1979

|                               |
|-------------------------------|
| RIJKSWACHT<br>MEDISCHE DIENST |
|-------------------------------|

NAAM : .....  
 Voornaam : .....  
 Geboortedatum : .....  
 Adres : ..... Tf : .....  
 .....  
 Beroep : .....

### MEDISCHE VRAGENLIJST

- Deze vragenlijst is zeer belangrijk !  
 - Wanneer u deze vragenlijst niet zelf nauwkeurig kunt invullen, laat u door uw ouders of uw huisarts bijstaan.  
 - Wenst u de nadruk te leggen op de ernst van bepaalde aandoeningen, dan is een getuigschrift van uw huisarts zeer nuttig (af te geven bij het medisch onderzoek).

1. Werd u reeds ter verpleging opgenomen in een hospitaal of ziekenhuis voor onderzoek, een medische behandeling, een heelkundige ingreep of een ongeval ? .....

Zo ja, geef de reden en het jaar.

1. .... jaar : .....  
 2. .... jaar : .....  
 3. .... jaar : .....  
 4. .... jaar : .....  
 5. .... jaar : .....

2. Heeft u één of meerdere ongevallen opgelopen (breuken, verstuijing enz ...) waarvoor geen ziekenhuisverblijf nodig was ? .....

Zo ja, geef de diagnose en het jaar.

1. .... jaar : .....  
 2. .... jaar : .....  
 3. .... jaar : .....  
 4. .... jaar : .....

3. Is u allergisch voor bepaalde geneesmiddelen of produkten ? .....

Zo ja, welke ? .....

4. Draagt u een orthopedisch apparaat of een prothese ? .....

Zo ja, welk(e) ? .....

5. Rookt u ? ..... Hoeveel sigaretten ? .....  
 Hoeveel alcohol gebruikt u gewoonlijk (wijn, bier, alcohol) ? .....

6. Lijdt u of hebt u aan één van volgende ziekten geleden ?

Maak het bolletje zwart in het vak «Ja» of «Neen».

Zo ja, schrijf er het jaar bij.

Zo u er nu nog onder lijdt, maak dan ook het bolletje zwart in het vak «Act»  
 («Act» = actueel).

| a. OGEN  | Ja | Jaar  | Act | Neen  | Welke ? ..... |
|--|----|-------|-----|-------|---------------|
| Oogziekten, oogkwetsuren, oogoperatie            | 0  | ..... | 0   | ..... | .....         |
| Draagt u contactlenzen (geldt niet voor brillen) | 0  | ..... | 0   | ..... | .....         |
| Abnormaal slecht zicht 's avonds of 's nachts    | 0  | ..... | 0   | ..... | .....         |

| b. NEUS, KEEL, OREN  |  | Ja | Jaar  | Act | Neen                      | Welke ? .....                 |      |       |      |   |
|--|--|----|-------|-----|---------------------------|-------------------------------|------|-------|------|---|
| Neus-, keel- of oorziekten   |  | 0  | ..... | 0   | 0                         | .....                         |      |       |      |   |
| Otitis   |  | 0  | ..... | 0   | 0                         | .....                         |      |       |      |   |
| Sinusitis  |  | 0  | ..... | 0   | 0                         | .....                         |      |       |      |   |
| c. ALGEMENE GENEESKUNDE  |  | Ja | Jaar  | Act | Neen                      | Ja                            | Jaar | Act   | Neen |   |
| Astma  |  | 0  | ..... | 0   | 0                         | Geelzucht                     | 0    | ..... | 0    | 0 |
| Tuberculose  |  | 0  | ..... | 0   | 0                         | Beenderziekte                 | 0    | ..... | 0    | 0 |
| Pleuritis  |  | 0  | ..... | 0   | 0                         | Gewrichtsreuma met koorts     | 0    | ..... | 0    | 0 |
| Bronchitis of andere   |  | 0  | ..... | 0   | 0                         | Nierziekte (o.a. nierstenen)  | 0    | ..... | 0    | 0 |
| Longziekte   |  | 0  | ..... | 0   | 0                         | Albumine (eiwit) in urine     | 0    | ..... | 0    | 0 |
| Hartziekte   |  | 0  | ..... | 0   | 0                         | Suiker in urine (diabetes)    | 0    | ..... | 0    | 0 |
| Maag- of duodenumzweer   |  | 0  | ..... | 0   | 0                         | Difterie (kroep)              | 0    | ..... | 0    | 0 |
| Darmlziekte  |  | 0  | ..... | 0   | 0                         | Bof (dikoor)                  | 0    | ..... | 0    | 0 |
| Lever- of galblaas-  |  | 0  | ..... | 0   | 0                         | Roodvonk                      | 0    | ..... | 0    | 0 |
| aandoening   |  | 0  | ..... | 0   | 0                         | Hazelen                       | 0    | ..... | 0    | 0 |
| Kropgezwel   |  | 0  | ..... | 0   | 0                         | Andere ziekten, welke ? ..... |      |       |      |   |
| Bloedziekte  |  | 0  | ..... | 0   | 0                         | .....                         |      |       |      |   |
| Badwateren na de   |  | 0  | ..... | 0   | 0                         | .....                         |      |       |      |   |
| leeftijd van 8 jaar  |  | 0  | ..... | 0   | 0                         | .....                         |      |       |      |   |
| d. NEURO-PSYCH.  |  | Ja | Jaar  | Act | Neen                      | Ja                            | Jaar | Act   | Neen |   |
| Schedelbreuk of hersenschudding  |  | 0  | ..... | 0   | 0                         | Zenuwpijn                     | 0    | ..... | 0    | 0 |
| Coma   |  | 0  | ..... | 0   | 0                         | Depressie (uitputting)        | 0    | ..... | 0    | 0 |
| Epilepsie, (vallende ziekte) stuipen   |  | 0  | ..... | 0   | 0                         | Slaaploosheid                 | 0    | ..... | 0    | 0 |
| Meningitis (hersenvliesontsteking)   |  | 0  | ..... | 0   | 0                         | Slaapwandelen                 | 0    | ..... | 0    | 0 |
| Paralysie (verlammingen)   |  | 0  | ..... | 0   | 0                         | Nachtmerries                  | 0    | ..... | 0    | 0 |
| Zenuwpijn, zenuwontsteking   |  | 0  | ..... | 0   | 0                         | Angst                         | 0    | ..... | 0    | 0 |
| Veelvuldige of hevige hoofdpijn (migraine)   |  | 0  | ..... | 0   | 0                         | Zenuwachtigheid               | 0    | ..... | 0    | 0 |
| Duizeligheid   |  | 0  | ..... | 0   | 0                         | Woedeaanvallen                | 0    | ..... | 0    | 0 |
| Syncope (bewustzijnsverlies)   |  | 0  | ..... | 0   | 0                         | Zenuwkrissen                  | 0    | ..... | 0    | 0 |
| Geheugenverlies  |  | 0  | ..... | 0   | 0                         | Zenuwtrekken, heven           | 0    | ..... | 0    | 0 |
| Zenuwziekte  |  | 0  | ..... | 0   | 0                         | Stotteren                     | 0    | ..... | 0    | 0 |
|  |  |    |       |     |                           | Zee- (wagen-) reisziekte      | 0    | ..... | 0    | 0 |
|  |  |    |       |     |                           | Drankzucht                    | 0    | ..... | 0    | 0 |
| Werd u reeds in een heropvoedingsgesticht of- rusthuis geplaatst ?   |  |    |       |     | Waar ? .....              |                               |      |       |      |   |
| JA - NEEN (schrappen wat niet past)  |  |    |       |     | Hoelang ? .....           |                               |      |       |      |   |
|  |  |    |       |     | Wanneer ontslagen ? ..... |                               |      |       |      |   |
| Heeft u regelmatig slechte schooluitslagen gehad ? Heeft u moeilijkheden gehad met uw leraars of uw medestudenten, met uw werkgevers of uw werkmakers ? Waren er familiale moeilijkheden ? JA - NEEN (schrappen wat niet past) |  |    |       |     |                           |                               |      |       |      |   |

Ik bevestig dat deze verklaring oprecht en volledig is.

Datum : .....

Handtekening : .....

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 4 mei 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. TOBACK